



Syrie Ni aide humanitaire ni évacuation de civils en Ghouta orientale *Page B 5*



Cinéma André Forcier contemple l'avenir, après 50 ans de carrière *Page B 7*

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR, LE JEUDI 1^{ER} MARS 2018

ANALYSE

La difficile naissance d'une industrie

Le budget Morneau donne un peu plus de détails illustrant la difficile marche vers la légalisation du cannabis à des fins récréatives. Rament la naissance d'une nouvelle industrie légale aura été aussi laborieuse.

GÉRARD BÉRUBÉ

Dans son budget déposé mardi, le ministre fédéral des Finances, Bill Morneau, consacre quelques pages aux préparatifs d'Ottawa entourant la légalisation prochaine du cannabis à des fins récréatives. L'ampleur des efforts prudents consentis ne peut qu'alimenter les doutes sur l'équité des retombées du modèle économique qui se dessine.

Ainsi, Ottawa s'attend à recevoir 690 millions sur cinq ans de la taxation du cannabis consommé à des fins récréatives. Les provinces devraient encaisser davantage. Après les 100 premiers millions par année venant plafonner la partie fédérale des recettes pendant les deux premières années, la marge fiscale sera répartie à 75/25 au profit des provinces et territoires.

Pour donner vie à cette industrie à la gouvernance atypique, le gouvernement fédéral multiplie les préalables. Ainsi, 546 millions sur cinq ans seront consacrés à la mise en place des nouveaux cadres législatifs et réglementaires. Une enveloppe de 150 millions sur six ans est retenue pour la formation des agents appliquant la loi sur le terrain, et 83 millions sur cinq seront voués à l'éducation publique. De cette somme, 10 millions iront à la recherche sur l'effet de consommation du cannabis sur la santé mentale, et autant à la recherche sur les effets de dépendance et de l'usage de certaines substances.

Outre l'impact sur la santé, on se dit soucieux de renforcer les lois afin de protéger le public contre la conduite avec facultés affaiblies par la drogue. Et d'exclure de taxe tout produit (à usage médical) à faible teneur en THC, soit à un niveau considéré comme non addictif. Au-delà, l'objectif est de garder le cannabis hors de la portée des jeunes et d'empêcher le crime organisé d'en tirer profit par une grille de taxe d'accise demeurant faible, et modulée selon la teneur de cannabis dans le produit ou de son prix de vente.

Quant au marché et à ses retombées économiques, sans égard aux coûts sociaux, Statistique Canada a estimé que près de 5 millions de Canadiens âgés de 15 à 64 ans ont dépensé approximativement 5,7 milliards en 2017 pour se procurer du cannabis à des fins médicales (10% du marché) ou non. Toujours selon les estimations de l'agence fédérale, les personnes de 15 à 17 ans accaparent 19% du marché illicite au Canada.

Dans une lettre publiée dans *Le Devoir*, les signataires Yvan Allaire, de l'Institut sur la gouvernance, et Mihaela Firsirotu, de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, rappelaient que déjà, sans être encore légalisé, le marché du cannabis rapportait plus au secteur privé que les retombées pour le crime organisé. Ils évaluaient que la capitalisation boursière de cinq des six producteurs prochainement fournisseurs de la SAQ atteignait déjà les 15 milliards de dollars, contre une valeur boursière cumulative (et stagnante) de 500 millions lorsque le cannabis n'était consommé qu'à des fins médicales.

Froide logique

Ces signataires, s'exprimant à titre personnel, mettaient aussi certains bémols sur l'objectif du fédéral d'accaparer initialement 29% du marché illicite pour en occuper les trois quarts dans cinq ans. D'une part, il peut être naïf de croire que la légalisation ne stimulera pas tant la consommation que le nombre de demandeurs. Aussi, et la logique du marché boursier est plutôt froide, les producteurs seront condamnés au rendement et à la croissance des profits. Il faut prévoir une industrie multipliant les barrières à l'entrée favorisant la consolidation et la multiplication des contrats à long terme à prix fixe auprès des distributeurs. «Ce marché sera donc constitué d'un oligopole de producteurs et de monopoles régionaux de distribution (du moins au Québec, en Ontario et en Alberta)», écrivent-ils.

De deux choses l'une. Ou il sera rapidement difficile de maintenir les prix de vente à un niveau décourageant la vente illicite, ou le distributeur devra sacrifier sa marge bénéficiaire, le maintien d'un prix dissuasif risquant ainsi d'alimenter la croissance du nombre d'acheteurs ou la consommation.

Et les signataires de rappeler que les intérêts des actionnaires, spéculateurs et dirigeants de ces sociétés ne sont pas naturellement alignés sur l'intérêt public.

Le Devoir



JEWEL SAMAD AGENCE FRANCE-PRESSE

La fiscaliste Marwah Rizqy déplore le peu de progrès réalisés jusqu'à présent dans le combat contre les paradis fiscaux et cite l'exemple de deux nouvelles ententes fiscales conclues récemment avec la Grenade et Antigua-et-Barbuda (photo), deux paradis fiscaux notoires.

BUDGET MORNEAU – RÉGIMES DE RETRAITE

La consultation d'Ottawa ne sera pas une mince tâche

Alors que les régimes à prestations déterminées sont souvent encadrés par des règles provinciales, la faillite est une affaire fédérale

FRANÇOIS DESJARDINS

Si Ottawa veut se pencher sur le problème des entreprises qui font faillite avec des régimes de retraite sous-capitalisés, il a tout un travail devant lui, préviennent des experts.

Dans le budget Morneau présenté mardi, trois paragraphes signalent qu'Ottawa veut étudier de façon «pangouvernementale» la question des régimes de retraite, qui sont d'une grande complexité et la plupart du temps encadrés par des règles provinciales.

«Ça fait un certain temps que le Bureau du surintendant des faillites du Canada s'intéresse à la question. J'ai travaillé avec eux il y a une quinzaine d'années et ils se posaient déjà la question à l'époque», a dit Martin Boyer, titulaire de la Chaire de recherche sur les régimes de retraite et d'assurances à HEC Montréal.

Au cours des dernières décennies, le travail des caisses de retraite a notamment été compliqué par la faiblesse des taux d'intérêt à long terme, a dit M. Boyer. Par exemple, le rendement sur les obligations de 30 ans du gouvernement canadien est passé de 5% ou 6% au milieu des années 2000 à 2,4% aujourd'hui.

Mais la fermeture soudaine de Sears, un arrêt de mort qui a touché 16 000 personnes, semble avoir déclenché une réflexion à Ottawa. À l'été 2016, le régime de retraite des employés et retraités de l'entreprise affichait un manque à gagner de 19%, soit 270 millions.

Certains régimes sont encadrés par le gouvernement fédéral — Air Canada, les chemins de fer, etc. —, fait remarquer Michel Magnan, titulaire de la Chaire de gouvernance d'entreprises Stephen Jarislowsky à l'Université Concordia. «Mais autrement, les régimes complémentaires de retraite, c'est provincial», a-t-il dit.



GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

La fermeture soudaine de Sears, un arrêt de mort qui a touché 16 000 personnes, semble avoir déclenché une réflexion à Ottawa.

Certains ont déjà estimé à 1,9 million le nombre de Canadiens ayant accès à un régime à prestations déterminées dans le secteur privé. Au Québec, la Régie des rentes les a déjà chiffrés à un peu plus de 500 000.

Statut de créancier prioritaire

Si une entreprise avec un régime de retraite déclare faillite, ce sont alors les lois fédérales de la

ÉVITEMENT FISCAL

Morneau a raté une occasion de montrer sa détermination

ÉRIC DESROSIER

Le gouvernement Trudeau a raté, dans son nouveau budget, une belle occasion de montrer à la population qu'il faisait quelque chose contre les paradis fiscaux, et ce, même si des changements fondamentaux sont effectivement en cours, mais qu'ils ne sont pas encore achevés.

Le ministre fédéral des Finances, Bill Morneau, semble avoir fait l'unanimité contre lui, mardi, pour le manque de vigueur de sa lutte contre l'évitement fiscal des grandes entreprises et avoir ouvert la porte à la taxation des géants du Web pour remettre tout de suite la décision à plus tard, le temps de consulter ses pays partenaires et de réaliser des études. Son homologue québécois, Carlos Leitão, s'est notamment dit «préoccupé du manque de volonté» d'Ottawa dans sa lutte contre les entreprises qui rusent avec l'impôt. De plus, «le Québec se serait attendu à des actions plus énergiques pour la perception des taxes de vente à la frontière», a-t-il ajouté en parlant de géants de l'économie numérique comme Netflix.

Pire que du surplace

«Je n'ai pas été étonnée, mais j'aurais aimé l'être», a dit en entretien téléphonique au *Devoir*, mercredi, la fiscaliste de l'Université de Sherbrooke Marwah Rizqy. Ancienne candidate pour le Parti libéral lors des élections fédérales de 2015 et membre, entre autres avec le comédien Vincent Graton et le philosophe Alain Deneault, de la coalition citoyenne #justicifiscale, elle ne s'explique pas qu'Ottawa ne se soit toujours pas décidé à faire payer les taxes de vente à l'américaine Netflix comme à n'importe quelle autre entreprise.

Marwah Rizqy déplore aussi le peu de progrès réalisés jusqu'à présent dans le combat contre les paradis fiscaux. «On recule, même», estime-t-elle, citant l'exemple de ces deux nouvelles ententes fiscales conclues récemment avec la Grenade et Antigua-et-Barbuda, deux paradis fiscaux notoires, dans lesquelles le Canada

VOIR PAGE B 2 : ÉVITEMENT

faillite et de l'insolvabilité qui s'appliquent, mentionne Bob Farmer, président de la Fédération canadienne des retraités jusqu'au début du mois de janvier. Quand Ottawa s'est penché sur ses lois, en 2014, il s'est fait dire qu'une solution pourrait être d'offrir le statut de créancier garanti aux travailleurs frappés par un déficit de régime de retraite.

«L'annonce [dans le budget] alimente l'espoir que quelque chose peut être fait, a dit M. Farmer. C'est une bonne nouvelle si la consultation est réelle, si Ottawa cherche vraiment à aider les retraités. Nous avons parlé à un certain nombre de députés depuis quelques mois et je sens une volonté de faire quelque chose, pour que nous cessions de vivre des situations comme celles que vivent les gens de Nortel et de Sears.»

L'inclusion des retraités dans le groupe des créanciers garantis, ou même au-dessus de ceux-ci, pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour les entreprises, selon certains, car les autres créanciers garantis pourraient alors exiger que les entreprises paient des taux d'intérêt plus élevés sur leurs emprunts. M. Farmer, qui n'est pas d'accord avec cet avis, affirme que la remise d'un statut prioritaire aux retraités serait «la façon la plus directe et la plus simple» d'aborder le problème.

Comme dans beaucoup de pays de l'OCDE, les travailleurs et retraités ont le statut de créanciers non garantis. La Cour d'appel de l'Ontario a rendu en 2011 une décision qui allait dans le sens inverse, mais la Cour suprême a cassé le jugement deux ans plus tard. Cette décision concernait Indalex, une entreprise du secteur de l'aluminium située en Ontario. Deux des sept juges ayant participé à la décision ont inscrit leur dissidence.

Le Devoir

ÉCONOMIE

ÉVITEMENT

SUITE DE LA PAGE B 1

n'a encore une fois pas cru bon d'exiger le maximum de transparence fiscale possible, dit-elle.

L'experte aurait également voulu entendre le ministre Morneau se dire au moins conscient des risques que le développement des cryptomonnaies et la légalisation prochaine du cannabis puissent aider le blanchiment d'argent par le crime organisé.

Apparences trompeuses

Une partie des critiques contre Ottawa dans cette affaire est le fruit d'un malentendu entre les gouvernements et le public, a expliqué au *Devoir* l'experte en politique fiscale Brigitte Alepin. Après s'être longtemps voilé la face, les pouvoirs publics ont fini par admettre que leurs systèmes fiscaux n'étaient plus adaptés à la réalité économique. Comme les grandes entreprises peuvent de plus en plus facilement déplacer leurs activités aux quatre coins du globe — et même déplacer artificiellement leurs profits là où ils seraient moins taxés — ils ont entrepris une réforme de leurs lois nationales et l'adoption de normes internationales de transparence visant à permettre la taxation des profits là où elles les ont véritablement réalisés.

Mené notamment sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),

ce processus est en train de se mettre en place, dit l'experte qui agit aussi à titre de conseillère auprès de Québec et d'Ottawa, mais ne donnera pas de résultats tangibles «avant 2020, 2022, ou peut-être un peu plus tard.» Or, après la dernière crise financière, les politiques d'austérité et les scandales des Panama Papers, Luxleaks et autres Paradise Papers, «les gens n'ont plus la patience d'attendre. Ils veulent voir leurs élus passer à l'action».

Aussi, des gouvernements ont décidé d'accompagner leur travail à long terme de mesures immédiates, unilatérales et à court terme «pour garder la confiance et le soutien des contribuables». Aux États-Unis, on parle par exemple du maintien d'un taux d'imposition plancher sur les profits des entreprises américaines réalisés à l'étranger. À Québec, on dit, contrairement à Ottawa, que Netflix devra payer les taxes à la consommation. «Je crois que c'est la bonne chose à faire. Les futurs régimes fiscaux devront aller plus loin que cela, mais les populations ont besoin de recevoir ce signal», dit Brigitte Alepin.

Mais même après tout cela, il restera encore à s'attaquer au nœud du problème. C'est-à-dire la concurrence fiscale, parfois sauvage, à laquelle se livrent les pays, prévient la codirectrice du récent ouvrage en anglais sur le sujet *Winning the Tax Wars: Tax Competition and Cooperation*.

Le Devoir

Valeant renverse la vapeur

La compagnie pharmaceutique québécoise Valeant a annoncé mercredi un bénéfice net de 513 millions ou 1,45 \$ par action, comparativement à une perte de 515 millions ou 1,47 \$ par action l'an dernier. Ses revenus trimestriels sont passés de 2,4 milliards il y a un an à 2,16 milliards cette année. Valeant a affiché un bénéfice ajusté de 347 millions, comparativement à 443 millions en 2016.

La Presse canadienne

É.-U. : croissance révisée en baisse

Washington — La croissance américaine a été légèrement révisée en baisse pour le quatrième trimestre 2017, comme s'y attendaient les analystes, selon les données du département du Commerce publiées mercredi. Le PIB des États-Unis a avancé en rythme annuel de 2,5% sur les trois derniers mois de l'année, après +3,2% au troisième. Pour 2017, l'expansion demeure à 2,3%, mieux qu'en 2016 (+1,5%), mais moins bien qu'en 2015 (+2,9%).

Agence France-Presse



GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Au lendemain du dépôt du budget, plusieurs en avaient contre l'absence de mesures concrètes pour obliger les plateformes étrangères (Netflix et d'autres) à percevoir les taxes à la consommation canadiennes.

BUDGET FÉDÉRAL

Le milieu culturel réagit tièdement

Le statu quo actuel pour les géants du Web dérange

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Un pas dans la bonne direction à certains égards, mais un manque de courage ailleurs. Le troisième budget Morneau a reçu un accueil tiède dans le milieu de la culture.

L'annonce d'un financement de près de 172 millions sur cinq ans pour maintenir la valeur du Fonds des médias du Canada (FMC) à son niveau actuel (350,5 millions) a été accueillie positivement par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM).

«Pour les producteurs indépendants, c'est une bonne nouvelle, estime la présidente-directrice générale de l'AQPM, Hélène Messier. Cela permettra un répit pendant que se poursuivent les consultations sur le financement du contenu canadien et la contribution de tous les joueurs qui bénéficient de sa distribution.»

La valeur du Fonds décroît

depuis quelques années, résultat de la migration des habitudes de consommation de la cablodistribution vers les plateformes numériques. Ottawa a décidé de compenser la diminution de la contribution des cablodistributeurs au financement du FMC.

«Cela va atténuer la crise au chapitre des productions télévisuelles de divertissement, soutient Denis Bolduc, président du SCFP-Québec. Mais vu le manque de courage politique du gouvernement Trudeau, les diffuseurs canadiens continueront de subir la concurrence déloyale de géants du numérique qui ne payent ni taxes ni impôts. Aujourd'hui, on soigne les symptômes sans guérir la maladie.»

Netflix et les autres

Au lendemain du dépôt du budget, plusieurs en avaient contre l'absence de mesures concrètes pour obliger les plateformes étrangères (Netflix et d'autres) à percevoir les taxes à la consommation canadiennes.

Il est vrai que le budget confirme le maintien du statu quo... mais il marque aussi une ouverture discrète d'Ottawa sur la question. Ainsi le gouvernement a-t-il accordé un financement de quelque 3 millions par année à Statistique Canada pour documenter les effets du commerce international des services et des produits numériques. Le ministre Morneau a aussi indiqué qu'Ottawa «travaille avec les autres pays pour considérer comment on peut avoir un système des impôts pour le secteur [numérique]».

Mais dans l'immédiat, la situation actuelle demeure. «Le ministre Morneau a raté une belle occasion d'aller chercher l'argent dans les poches des Netflix, Google et Facebook, comme l'ont déjà fait plusieurs pays», notait mercredi la présidente de la Fédération nationale des communications (FNC), Pascale St-Onge.

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Coalition pour la culture et les médias (qui regroupe une quaran-

taine d'organismes) ont aussi dénoncé «l'inaction d'Ottawa» sur cette question. «Il est inconcevable que le gouvernement canadien maintienne en place un système de taxation inéquitable qui favorise les compagnies étrangères», estime la coalition. Pierre Karl Pélaudeau, président de Québecor, a tenu des propos semblables mardi soir.

Par ailleurs, la solution offerte par le gouvernement pour répondre à la crise des médias est jugée insuffisante. La seule mesure concrète concerne l'octroi de 50 millions sur cinq ans pour soutenir le journalisme local dans les régions mal desservies.

C'est un «pas dans la bonne direction, mais une déception quant à l'ampleur des mesures», jugent la FNC et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Médias d'info Canada, le plus grand regroupement de journaux au pays, affirme que «le montant annoncé est beaucoup trop faible».

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

UMQ
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC
APPEL D'OFFRES - SI-2018

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) sollicite des offres pour la fourniture et la livraison, dans certaines municipalités du Québec, de tuyaux et habits de combats utilisés en sécurité incendie.

Les soumissions seront reçues au bureau de l'UMQ situé au 2020, boulevard Robert-Bourassa, bureau 210, Montréal (Québec), H3A 2A5.

Ouverture des soumissions : à 11 h 00, le mardi 27 mars 2018

Est admissible à soumissionner, toute firme ayant obtenu le document d'appel d'offres directement par le système électronique d'appel d'offres SEAO. Toute soumission doit être présentée sur les formulaires prévus à cette fin et transmis dans une enveloppe scellée avant la date et l'heure d'ouverture prévue.

Appel d'offres
Anjou
Montréal

Direction des travaux publics

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues avant **11 heures**, à la date ci-dessous mentionnée, à l'adresse suivante : **Direction des services administratifs, des relations avec les citoyens et du greffe, arrondissement d'Anjou, au 7701, boul. Louis-H.-La Fontaine, Anjou (Québec) H1K 4B9 (à l'attention de madame Nathalie Robitaille).**

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 2018-03-TR

Descriptif : Travaux de clôture pour divers parcs

Date d'ouverture : Le mardi 20 mars 2018 à 11 heures

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question s'adresser à : nrobitai@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 1er mars 2018 sur le SEAO.

Visite supervisée des lieux : ☑ N/A. ou ☐ Oui, obligatoire.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement à l'endroit susmentionné, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, le 1^{er} mars 2018

Nathalie Robitaille
Secrétaire d'arrondissement substitut

Avis public de notification
(art. 136 et 137 C.p.c.)

Avis est donné à **THANH (VUONG) NGUYEN**, de vous présenter au greffe de la Cour du Québec du district de Montréal situé au 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, dans les 30 jours afin de recevoir la Demande introductive d'instance en recouvrement de sommes dues (art. 99 et 100 C.p.c.) Avis d'assignation et Pièces P-1 à P-4 qui y ont été laissés à votre attention dans la cause numéro 500-22-245299-188.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Le présent avis est publié à la demande de DANIEL GRATTON, huissier de justice, qui a tenté sans succès de vous signifier le document ci-haut mentionné.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Montréal, le 27 février 2018

Daniel Gratton, Huissier de Justice

Avis public de notification
(art. 136 et 137 C.p.c.)

Avis est donné à **SHYED EMRAN KARIM**, de vous présenter au greffe de la Cour du Québec du district de Montréal situé au 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, dans les 30 jours afin de recevoir la Demande introductive d'instance en recouvrement de sommes dues (art. 99 et 100 C.p.c.) Avis d'assignation et Pièces P-1 à P-10 qui y ont été laissés à votre attention dans la cause numéro 500-22-245325-181.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Le présent avis est publié à la demande de MARC LANDREVILLE, huissier de justice, qui a tenté sans succès de vous signifier le document ci-haut mentionné.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Montréal, le 27 février 2018

Daniel Gratton, Huissier de Justice

Appel d'offres
Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

AVIS est donné que le secrétaire d'arrondissement recevra, sous pli cacheté, avant **14 heures, le 19 mars 2018**, au 201, avenue Laurier Est, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H2T 3E6, des soumissions pour le contrat suivant :

Soumission DDTTP54-18-04

Services professionnels de concertation, de conception et de réalisation d'un aménagement transitoire pour la rue Gilford, entre les rues Saint-Denis et Rivard.

Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du **1^{er} mars 2018**. Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin et placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement au bureau d'arrondissement situé au 201, avenue Laurier Est, rez-de-chaussée, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation ni aucun frais d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

Renseignements : Monsieur : Alexandre Plante Courriel : alexandre.plante@ville.montreal.qc.ca
Montréal, le 1^{er} mars 2018

Le secrétaire d'arrondissement,
M^{re} Claude Groulx

APPEL D'OFFRES PUBLIC
Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-18-008 - Travaux pour installation d'une toilette autonettoyante

Date d'ouverture : 19 mars 2018

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 1er mars 2018 par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Renseignements : Domenico Zambito – vm-appelloffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 1^{er} mars 2018

Le Secrétaire d'arrondissement
M^{re} Domenico Zambito

APPEL D'OFFRES PUBLIC
Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-18-003 – Mise à niveau fontaines et éclairage – Place Jean-Paul Riopelle et Square-Victoria

Date d'ouverture : 19 mars 2018

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 1er mars 2018 par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Renseignements : Domenico Zambito – vm-appelloffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 1^{er} mars 2018

Le Secrétaire d'arrondissement
M^{re} Domenico Zambito

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA SCHIZOPHÉNIE

514 251.4000 #3400
1 866 888.2323
www.schizophrenie.qc.ca
info@schizophrenie.qc.ca

H+R HOULE ROY
SYNDICS AUTORISÉS EN INSOLVABILITÉ

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Avis est par les présentes donné que la faillite de **FREDERIC MAMARBACH** de la ville de Montréal, dans la province de Québec, est survenue le 20 février 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 13 mars 2018 à 15:30 au 1155, rue Metcalfe, suite 1071, Montréal (Qc) H3B 2V6.

HOULE ROY S.A.
M^{re} Marc-André Houle, SAI
417, rue Saint-Pierre,
bur. 608,
Montréal (Québec) H2Y 2M4
Tél. : 514 296-7331
www.houleroy.com

Appel d'offres
Montréal

Service de l'eau
Direction de l'eau potable

Appel d'offres : 10237

Modernisation et automatisation de l'usine de filtration de Pointe-Claire

L'ouverture des soumissions prévue pour le 26 février 2018 est reportée au **19 mars 2018 à 10h30** dans les locaux au Service du greffe de l'hôtel de ville.

Fait à Montréal, 1^{er} mars 2018

Le greffier de la Ville,
Yves Saindon, avocat

Appel d'offres
Montréal

Service des infrastructures de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Appel d'offres 335701

Travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue Sicard, de la rue Sainte-Catherine à la rue Adam

L'ouverture de la soumission prévue pour le **28 février 2018** est reportée au **7 mars 2018 à 10h30** dans les locaux du Service du greffe de l'Hôtel de ville.

Fait à Montréal, le 1^{er} mars 2018

Le greffier de la Ville,
Yves Saindon, avocat

HEURES DE TOMBÉE
Avis légaux et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant 15 h pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi : Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du mardi : Réservations avant **15 h le vendredi**

AVIS
DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Prenez avis que Micheline Odette Delbuge (née Tjorbaes), en son vivant domiciliée au 21 Surrey Gardens, en la ville de Westmount, Québec, H3Y 1N4, est décédée à Montréal le 10 juin 2017. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi par les liquidateurs et peut être consulté par les intéressés, au 1819 René-Levesque Ouest, bureau 310, Montréal, Québec, H3H 2P5.

Montréal, ce 27^e jour de février 2018.

Me Sylvain Carrier, notaire

AVIS
DE CLÔTURE D'INVENTAIRE (articles 135 et 136 C.p.c.)

Avis est donné à **We Grab It Inc.** et **Frédéric Proulx** de vous présenter au greffe civil du district de Longueuil situé au 1111, boul. Jacques-Cartier Est à Longueuil dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance, avis d'exécution et déclaration sous serment et procès-verbal de saisie qui y ont été laissés à votre attention et qui porte le numéro de cause 505-22-027089-186.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Le présent avis est publié à la demande de Julie Côté et Eric Morel, huissiers, qui ont tenté sans succès de vous signifier la demande introductive d'instance, l'avis d'exécution et déclaration sous serment et procès-verbal de saisie. Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Repentigny, ce 27 février 2018

Michel Gaucher,
Huissier de justice

Primeau Proulx & Associé inc.
Syndics autorisés en insolvabilité

Avis de la première assemblée
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de : **Gestion Yoga Vitalité Inc.**, corporation légalement constituée ayant eu sa place d'affaires au 223, rue de la Gabelle, Varennes, (Québec) J3X 2A8.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **Gestion Yoga Vitalité Inc.**, est survenue le 20 février 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 12 mars 2018 à 14h00 au bureau du syndic.

Ce 20^e jour de février 2018

PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉS INC., Syndics autorisés en insolvabilité
Sylvain Proulx, CPA, CA, SAI
Syndic administrateur

103-3410, Chemin de Chambly
Longueuil (Qc) J4L 1N8
Tél. : (450) 670-1040
Télex : (450) 670-1542

ÉCONOMIE

Torstar bien placé pour investir dans des changements

DAVID PADDON

à Toronto

L'éditeur Torstar est en bonne position pour investir dans la transformation de ses activités grâce à ses solides liquidités, à la réduction de ses coûts d'exploitation et aux synergies liées à l'acquisition de plusieurs journaux de Postmedia, a indiqué mercredi son chef de la direction, John Boynton.

M. Boynton, qui s'est joint à Torstar en mars 2017 après avoir occupé des postes de direction chez Aimia et Rogers Communications, a précisé que l'éditeur pouvait compter sur une encaisse non affectée de 71,4 millions et qu'il n'avait aucune dette bancaire à la fin de 2017. Ce total comprenait 23,6 millions générés lors des trois derniers mois de l'an dernier, une réduction des coûts d'exploitation dans la division de l'imprimé de Torstar ayant contrebalancé un déclin de 10 % de ses revenus.

Torstar et Postmedia ont annoncé le 27 novembre s'être échangé un total de 41 publications, précisant qu'ils cesseraient d'éditer la majorité d'entre elles, ce qui a entraîné la disparition de 291 emplois. M. Boynton a répété mercredi que l'entente permettrait d'augmenter l'efficacité opérationnelle et d'améliorer les bénéfices d'exploitation annuels d'entre 5 et 7 millions.

Mercredi, Torstar a affiché un bénéfice net de 8,65 millions pour son quatrième trimestre, soit 11 ¢ par action. En comparaison, elle avait engrangé un bénéfice de 1,26 million, soit 1 ¢ par action, pour la même période un an plus tôt — pendant laquelle Torstar avait enregistré des dépréciations d'actifs hors trésorerie liées à sa coentreprise Workopolis et à sa division Metroland Media. Le bénéfice ajusté a atteint 32 ¢ par action, en regard de celui de 16 ¢ par action. Le bénéfice d'exploitation de l'éditeur torontois s'est chiffré à 169,3 millions, en baisse par rapport à celui de 188,4 millions du quatrième trimestre de 2016. Torstar détient un investissement dans La Presse canadienne.

La Presse canadienne

Fondation suspend les cotisations forfaitaires

Jusqu'à la fin de l'exercice financier se terminant le 31 mai, Fondation suspend l'acceptation des cotisations par montant forfaitaire. Les cotisations par la retenue sur le salaire ou par débits préautorisés ne sont pas touchées par cette suspension. Dans le budget du Québec 2016-2017, le gouvernement du Québec a demandé à Fondation de limiter l'émission de ses actions à un maximum de 500 millions de dollars pour la période débutant le 1^{er} juin 2016 et se terminant le 31 mai 2018.

Le Devoir

La filiale britannique de Toys « R » Us en liquidation

Londres — La filiale britannique du géant américain des jouets Toys « R » Us, frappé par la concurrence du commerce en ligne, a été placée mercredi en liquidation, ce qui pourrait aboutir à la suppression de jusqu'à 3200 emplois. Le placement en liquidation a été décidé à la suite de l'échec de la recherche d'un repreneur». L'administrateur précise que ce processus «n'affecte pas les opérations courantes du groupe» en dehors du Royaume-Uni.

Agence France-Presse

NORTHERN PASS

Tentative de relance des audiences au New Hampshire

JULIEN ARSENAULT

Le partenaire américain d'Hydro-Québec dans le projet Northern Pass a entamé ses démarches dans l'espoir de convaincre le New Hampshire de lui octroyer une autorisation pour la construction de cette ligne de transport d'électricité.

Dans une requête déposée mercredi, Eversource demande à la commission d'examen du site au New Hampshire (NHSEC) de revenir sur sa décision de bloquer le Northern Pass et de reprendre les audiences rapidement. «En raison des besoins urgents en énergie propre et abordable dans la région, il est important de présen-

ter des solutions qui répondent aux préoccupations qui ont été soulevées lors des délibérations», a souligné le président de l'entreprise au New Hampshire, Bill Quinlan.

Aux États-Unis, la ligne de transport, qui doit contourner la région des montagnes Blanches, avait déjà obtenu des permis de la part du département de l'Énergie et du U.S. Forest Service. Elle se bute toutefois à la NHSEC, qui devrait répondre à la requête d'ici le 12 mars.

Le temps presse puisque le Massachusetts a fixé au 27 mars l'échéancier pour trouver une solution dans le cadre de l'important contrat d'approvisionnement octroyé à Hydro-Québec

et Eversource en janvier dernier. Parmi les solutions mises sur la table, Eversource propose entre autres des scénarios pour allouer 75 millions \$US du fonds de 200 millions offert au New Hampshire dans le but d'atténuer les craintes de certains citoyens. L'entreprise américaine suggère que trois enveloppes contenant chacune 25 millions soient consacrées à la mitigation de la baisse de valeur de propriétés, à la promotion d'activités touristiques ainsi qu'au développement économique. «Nous avons espoir que la NHSEC tiendra compte de nos engagements et que cela contribuera à cheminer vers une solution», a indiqué M. Quinlan.

Hydro-Québec misait sur le

Northern Pass, qui devait coûter 680 millions pour la portion québécoise et 1,6 milliard \$US au sud de la frontière, pour acheminer au Massachusetts annuellement 9,45 TWh (térawattheures) pendant 20 ans à compter de 2020. Cette entente permettrait à la société d'État de générer des revenus estimés à 10 milliards.

Si Eversource échoue dans sa tentative d'obtenir le feu vert de la NHSEC, le Massachusetts pourrait se tourner vers le New England Clean Energy Connect, un projet qui serait réalisé par la société d'État québécoise et la Central Maine Power, comme solution de rechange. Des négociations

conditionnelles peuvent se tenir en parallèle des pourparlers qui se poursuivent entre le Massachusetts et les promoteurs du Northern Pass.

Le New England Clean Energy Connect, filiale d'Avangrid, évalué à environ 950 millions \$US aux États-Unis et dont la mise en service est prévue en 2022, nécessiterait la construction d'une ligne de transport au Québec jusqu'à la frontière avec le Maine. Le tracé de 233 kilomètres en sol américain emprunterait le sud du New Hampshire pour rejoindre le Massachusetts. Au Québec, rien n'a encore été déterminé.

La Presse canadienne

La Banque Nationale dépasse les attentes

La croissance a été supérieure à 10 % dans tous les secteurs

JULIEN ARSENAULT

À l'instar de quatre des plus grandes banques au pays, la Banque Nationale a livré des résultats supérieurs aux attentes des analystes au premier trimestre en plus de remanier une partie de son équipe de direction.

La banque québécoise a vu ses profits bondir de 11 % au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier pour s'établir à 550 millions, ou 1,46 \$ par action. «Nos résultats ont été excellents, a commenté le président et chef de la direction de la Banque Nationale, Louis Vachon, mercredi au cours d'une conférence téléphonique avec les analystes. La croissance a été supérieure à 10 % dans tous nos secteurs d'activité, notamment grâce à la gestion de nos coûts et de notre approche à l'égard du risque.»

Abstraction faite des éléments non récurrents, l'institution financière a affiché un profit ajusté de 556 millions, ou 1,48 \$ par action, en progression de 10,8 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette performance a dépassé les attentes des analystes sondés par Thomson Reuters, qui tablaient sur un bénéfice ajusté par action de 1,42 \$. Jusqu'à présent, cinq des six principales institutions financières canadiennes ont dépassé les attentes, alors que la Banque TD sera la dernière à faire le point sur sa performance financière trimestrielle jeudi.

La croissance des bénéfices a été supérieure à 10 % dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, qui a affiché un résultat net de 230 millions, en progression de 11 % sur un an. À l'international, les profits ont été de 50 millions, en hausse de 32 %, tandis que du côté de la gestion de patrimoine, le bénéfice net a progressé de 21 %, à 120 millions. Finalement,



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

L'institution financière a affiché un profit ajusté de 556 millions, ou 1,48 \$ par action, en progression de 10,8 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent.

la division des marchés financiers a généré un bénéfice de 204 millions, en hausse de 14 %.

Néanmoins, les pertes sur créances ont été de 87 millions au premier trimestre, alors qu'elles avaient été de 60 millions à la même période en 2017. Selon la Banque Nationale, ce résultat est attribuable à sa filiale américaine Credigy, spécialisée dans l'achat et le recouvrement de comptes clients en souffrance. En vertu de l'entente, la filiale américaine de la Banque Nationale devait acheter pour 1,3 milliard \$US en prêts personnels plus risqués de son partenaire.

Virage numérique

Alors que la Banque Nationale accélère son virage numérique, M. Vachon a salué les investissements de 155 millions sur cinq ans annoncés par Ottawa la veille dans le budget fédéral. «C'est un élément positif, particulièrement pour la capacité [du gouvernement] à coordonner les façons de répondre à des incidents», a fait savoir le grand patron de l'institution financière.

Le gouvernement Trudeau souhaite mettre sur pied un Centre de la sécurité des télécommunications en plus de donner des outils à la Gendar-

merie royale du Canada dans le but de soutenir la création de l'Unité nationale de coordination de la lutte contre la cybercriminalité.

M. Vachon a rappelé que la banque était responsable de la protection des données personnelles de ses clients, ajoutant que le gouvernement devait être prêt à répondre à des cyberattaques en coordonnant sa riposte avec le secteur privé.

Il a précisé qu'à la Banque Nationale, les transactions en ligne représentaient près de 87 % du volume total.

La Presse canadienne

La Banque Laurentienne continue d'analyser les prêts jugés problématiques

JULIEN ARSENAULT

La Banque Laurentienne estime être en voie de tourner la page dans le cadre de son examen visant des prêts hypothécaires jugés problématiques vendus à un tiers, ce qui pourrait lui coûter jusqu'à 392 millions, soit plus cher que prévu.

Selon l'institution financière, les vérifications des quelque 1900 prêts accordés dans ses succursales et vendus à un tiers acheteur qui n'a pas été identifié devraient être terminées à la fin du deuxième trimestre. «Pour le moment, il s'agit de notre priorité absolue, a expliqué le président et chef de la direction de la Laurentienne, François Desjardins, mercredi, au cours d'une conférence téléphonique visant à discuter des résultats du premier trimestre. Une incertitude de la sorte n'est jamais positive.»

Celui-ci a assuré qu'il y avait eu des resserrlements au chapitre du contrôle de la qualité lorsque vient le temps d'octroyer ou non des prêts.

C'est en décembre que la septième banque du pays avait évoqué la possibilité de devoir racheter jusqu'à 304 millions de prêts jugés problématiques vendus à un tiers, qui avait découvert des problèmes entourant la documentation, comme de fausses déclarations faites par des clients. Actuellement, la Laurentienne dit avoir procédé au rachat de 180 millions de prêts et allongera 88 millions de plus au deuxième trimestre — pour un total de 268 millions.

Selon M. Desjardins, cet épisode fournit des arguments supplémentaires à son plan de transformation visant notamment à implanter un virage numérique au sein de la Laurentienne. «Cela signifie qu'il est toujours nécessaire d'avoir

une banque plus simple et plus automatisée, a-t-il dit en réponse à un analyste. Cela vient réaffirmer le besoin de transformer la banque.»

La Laurentienne s'est également entendue avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), un autre tiers acheteur, afin de ne pas avoir à examiner les prêts hypothécaires vendus dans le cadre des programmes de titrisation de l'organisme fédéral.

Enjeu syndical

Alors qu'il tente d'implanter une série d'importants changements dans le cadre de son plan de transformation, M. Desjardins a clairement laissé entendre que les négociations visant à renouveler la convention collective de quelque 1400 employés échue depuis le 31 décembre pourraient ralentir certaines initiatives dans le secteur des activités de détail. «Nous ne contrô-

lons pas le processus et il faut être deux pour danser, a lancé le grand patron de la Laurentienne, qui a dit ne pas vouloir négocier sur la place publique. C'est difficile de prendre des décisions quand on ignore quelles seront les règles du jeu.»

Représentés par la section locale 434 du Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPBB, affilié à la FTQ), les syndiqués ont voté dans une proportion de 60,1 % pour le maintien de leur accréditation à la fin janvier.

Au premier trimestre terminé le 31 janvier, la Laurentienne a engrangé un bénéfice net de 59,7 millions, ou 1,41 \$ par action, en hausse de 23 % sur un an, tandis que son bénéfice ajusté, qui fait abstraction des éléments non récurrents, a grimpé de 20 %, à 63,2 millions, ou 1,49 \$ par action.

La Presse canadienne

Les exportations du Québec terminent l'année sur une bonne note

Le Québec a connu une bonne fin d'année en matière d'exportations, avec une forte poussée en décembre.

Les exportations à l'étranger du Québec ont augmenté de 2 % en 2017, comparativement à une hausse de 1,4 % au niveau canadien. Pour décembre seulement, la progression a été de 5,3 %, sous le coup d'exportations d'avions, alors que les exportations canadiennes empruntaient le chemin inverse, avec un recul de 1,9 %.

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 5,6 % en 2017. Leur part dans les exportations québécoises était de 70,8 %, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage en regard de 2016. Vers l'Europe, elles ont progressé de 7,3 % en 2017 pour représenter 13,6 % du total québécois, une part en hausse de 0,2 point de pourcentage en regard de 2016. Celles dirigées vers l'Asie affichaient une hausse de 4,4 %, pour compter 8,6 % du total québécois, une part en baisse de 0,1 point de pourcentage.

Pour leur part, les importations du Québec venant de l'étranger ont augmenté de 3,5 % en 2017, contre une hausse de 4,9 % à l'échelle canadienne. Au total en 2017, le volume des exportations à l'étranger atteint 75,8 milliards et celui des importations, 80,2 milliards.

«L'année 2017 s'est bien terminée pour les exportations internationales, mais la progression annuelle s'avère toutefois modeste compte tenu de la bonne performance de l'économie mondiale. La valeur des expéditions vers les États-Unis, l'Europe et l'Asie est certes à la hausse, mais celle-ci s'appuie en grande partie sur des augmentations de prix», a noté Hélène Bégin, qui ajoute: «Le fait que les exportations du Québec soient mieux diversifiées géographiquement qu'il y a quelques années est un atout, mais des efforts restent à faire pour profiter davantage de la conjoncture positive au niveau international.»

L'économiste principale au Mouvement Desjardins prévoit que l'année 2018 devrait être plus favorable alors qu'une accélération de l'économie américaine est prévue, tandis que la zone euro et l'Asie maintiendront une bonne cadence. «La menace d'une taxe américaine sur l'aluminium, principal produit d'exportation du Québec, ajoute toutefois de l'incertitude, en plus des négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain qui se poursuivent.»

Le Devoir



Des véhicules croisent une affiche présentant un message s'opposant à des contrôles frontaliers resserrés entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

BREXIT

Le casse-tête de la frontière irlandaise resurgit

MARTINE PAUWELS
à Londres

Le casse-tête de la frontière irlandaise peut-il être résolu? Londres et Bruxelles ont affiché mercredi des divergences profondes, menaçant de faire dérailler un projet d'accord sur le Brexit et d'ébranler l'Accord de paix de Belfast.

Le Royaume-Uni comme l'Union européenne affirment vouloir éviter le rétablissement d'une frontière « dure » entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande voisine, membre de l'UE, après la sortie britannique du giron européen fin mars 2019.

Il s'agit de préserver, après le Brexit, l'accord du Vendredi saint de 1998 ayant mis fin il y a vingt ans à trois décennies d'affrontements sanglants entre nationalistes et unionistes nord-irlandais en renforçant les liens entre les deux territoires. Mais la convergence de points de vue s'arrête là sur ce qui constituera à l'avenir la seule frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'UE.

Vers une impasse

« Il semble que nous nous dirigeons vers une situation ridicule où nous arriverons au moment du retrait sans solution », a résumé Paul Breen, maître de conférence à l'Université de Westminster, interrogé par l'AFP.

Pour la Commission européenne, la solution pourrait passer *in fine* par le maintien de l'Irlande du Nord dans une union douanière avec l'UE, selon un projet de traité scellant le Brexit publié mercredi et traduisant en langage juridique un compromis conclu en décembre 2017.

En clair, l'Irlande du Nord resterait en « alignement complet » avec la République d'Irlande, membre du marché unique européen et de l'union douanière, si aucune autre option ne se concrétisait, notamment celles avancées par Londres d'un nouveau partenariat commercial ou d'un recours à la « technologie » pour réduire les contrôles frontaliers.

Une ligne rouge infranchissable pour le gouvernement britannique, qui y voit une atteinte à

John Major plaide pour un second référendum

Londres — L'ancien premier ministre britannique John Major a défendu mercredi l'idée d'un second référendum sur l'accord définitif sur le Brexit car, selon lui, les Britanniques ont été « induits en erreur » sur les conséquences du Brexit. Après la sortie du Royaume-Uni de l'UE, « je crains que nous soyons plus faibles et moins prospères, en tant que pays et en tant qu'individus. Et, bien qu'il me déplaie de le reconnaître, notre divorce d'avec l'Europe diminuera notre stature internationale. En fait, il l'a déjà fait », a dit John Major lors d'un discours à Londres. « Je ne suis ni europhile ni eurosceptique, mais réaliste », a affirmé l'ancien premier ministre conservateur, qui avait fait campagne contre le Brexit mais dit s'être opposé à ce que le Royaume-Uni adopte l'euro ou rejoigne l'espace Schengen. « Je crois que risquer de perdre nos avantages commerciaux avec le marché colossal qui est à notre porte, c'est infliger des dommages économiques au peuple britannique », a-t-il ajouté.

son intégrité territoriale alors qu'il compte quitter l'union douanière et le marché unique pour pouvoir négocier ses propres accords commerciaux.

Fin de non-recevoir

« Le projet d'accord publié par la Commission, s'il est mis en œuvre, nuirait au marché commun britannique et menacerait l'intégrité constitutionnelle du Royaume-Uni en créant une frontière douanière et réglementaire en mer d'Irlande et aucun premier ministre britannique ne l'acceptera », a déclaré la première ministre conservatrice Theresa May devant le Parlement.

En décembre, Londres avait accepté le prin-

cipe d'un « alignement complet » avec les règles européennes en l'absence d'accord final sur l'Irlande, mais il s'agissait d'une obligation de résultat et pas de moyens, a rétorqué un porte-parole de Theresa May. « Cela ne nécessite pas d'harmonisation réglementaire », a-t-il affirmé.

Pour Magdalena Frennhoff Larsen, maître de conférence à l'Université de Westminster, le gouvernement britannique était surtout pressé de pouvoir passer à la prochaine phase de négociations avec Bruxelles.

« Le Royaume-Uni voulait vraiment que le Conseil européen constate que des progrès suffisants avaient été réalisés » dans les discussions, « afin de passer aux négociations commerciales », a-t-elle dit à l'AFP.

Accord du Vendredi saint

Son collègue Paul Breen estime que la position britannique pourrait mener le pays droit au mur et raviver les divisions sur l'île d'Irlande.

« Personne du côté britannique n'a présenté de solution pratique, tout est très vague », constate-t-il. Il l'explique par une méconnaissance de la réalité irlandaise à Londres, mais aussi par la volonté de Theresa May de ne pas froisser le parti ultraconservateur nord-irlandais DUP, de qui dépend sa majorité parlementaire et qui a jugé le projet de traité « constitutionnellement inacceptable ».

« Le DUP et le Parti conservateur semblent déterminés à se retrouver avec une frontière dure. Cela met tout simplement en danger tout l'accord du Vendredi saint », a-t-il estimé. D'autant plus que le chef de la diplomatie Boris Johnson, partisan d'un Brexit sans concession, a jeté le doute sur la position britannique.

« Il est faux de considérer que la tâche consiste à ne maintenir "aucune frontière" », a-t-il écrit dans un document de travail adressé à Theresa May et dont la chaîne Sky News a obtenu copie, minorant l'éventuel impact sur les relations commerciales.

Agence France-Presse

ÉTATS-UNIS

Démission de Hope Hicks, proche conseillère de Donald Trump

La jeune femme était directrice des communications de la Maison-Blanche depuis août

JÉRÔME CARTILLIER
à Washington

La cascade des départs à la Maison-Blanche se poursuit: Hope Hicks, proche conseillère de Donald Trump, a annoncé mercredi sa démission. La jeune femme de 29 ans, qui avait rejoint très tôt, et sans la moindre expérience politique, la campagne du magnat de l'immobilier, occupait depuis septembre le poste de directrice des communications.

Discrète dans les médias mais influente en coulisses, cette ancienne mannequin, qui avait travaillé pour Ivanka Trump à New York, avait l'oreille du président, qui n'a — fait notable — jamais exprimé la moindre réserve à son égard.

« Je n'ai pas de mots pour exprimer ma gratitude au président Trump », a-t-elle indiqué sans autres précisions sur les raisons de son départ soudain. La date exacte de son départ n'a pas été fixée, mais celui-ci devrait survenir « dans les semaines à venir », selon l'exécutif.

Le poste de directeur des communications est traditionnellement moins exposé que celui de porte-parole, qui est le véritable visage au quotidien de l'exécutif américain. Depuis le départ de Sean Spicer, en juillet, ce dernier est occupé par Sarah Huckabee Sanders, 35 ans.

Signe de l'importante rotation au sein de l'équipe Trump, Hope Hicks était la quatrième personne à occuper cette fonction. Le dernier en date, Anthony Scaramucci, personnage haut en couleur, avait fait un passage éclair dans ce rôle.

Son nom vient s'ajouter à la longue liste de hauts responsables ou de proches conseillers de M. Trump qui ont décidé de partir ou ont été remerciés: Tom Price, Steve Bannon, Reince Priebus, Sean Spicer ou encore Michael Flynn.

« Hope est exceptionnelle et a fait un excellent travail », a indiqué le président américain en commentant sa démission. « Elle est intelligente, fine, vraiment quelqu'un de bien », a-t-il ajouté, se disant convaincu qu'il travaillera de nouveau avec elle à l'avenir.



Hope Hicks

Agence France-Presse

Donald Trump s'en prend encore à Jeff Sessions

Le président Donald Trump a lancé mercredi une nouvelle attaque contre Jeff Sessions, ministre de la Justice qu'il a lui-même nommé, jugeant « honteux » son choix de procédure pour enquêter sur d'éventuels abus en matière d'écoutes. « Pourquoi Jeff Sessions demande-t-il à l'inspecteur général d'enquêter sur les possibles abus liés à Fisa? » s'est interrogé M. Trump, faisant référence à la loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) qui détaille les conditions dans lesquelles une personne peut être placée sur écoute. « Cela va être sans fin, il n'a pas le pouvoir d'engager des poursuites », se désole le président.

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :
petitesannonces@ledevoir.com

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

ROSEMONT

Duplex transformé en cottage. 16^e avenue, 3 chambres. 2 salles de bains. 2 000 p.c. + sous-sol. Grands rangements. Devant école primaire. Cour clôturée et aménagée. Près de Masson et de tous les services.
699 000\$ – Pas d'agent
514.605.1042

160
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

LASALLE - 275 LACHARITÉ
4 1/2 chauffé, 2^e étage, pas balc., cuisine rénovée, pas d'animaux, non-fumeur. Enquête de crédit.
875 \$ 514-365-0749

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

CHARLEVOIX : LE FLEUVE DANS VOTRE ASSIETTE

À LOUER AU MOIS
Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublé, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Près de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux. Janv. à mai 2008 : 2 500 \$ / mois - Juin à sept. 2008 : 3 000 \$ / mois
**438-491-2301
PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM**

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
mariehalarie@gmail.com
819-300-1330

« J'ai bûché très fort pour réussir mes études... j'apprenais différemment! »
www.aqeta.qc.ca

307
LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142
www.bonneurdoccasion.com

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

Pour soutenir l'effort quotidien des personnes atteintes de

dystrophie musculaire, il faut beaucoup plus que des mots...

IL FAUT UNE ACTION, UNE ACTION MUSCLÉE !

Dystrophie musculaire Canada
une action musclée
1.800.567.2236
www.muscle.ca
bureau du Québec

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

CONSTRUIRE ENSEMBLE un monde différent

Pour nous appuyer :
www.alternatives.ca
514-982-6606

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

BAIGNOIRES EN BOIS 100 % QUÉBEC ARTECO INC

arteco.ca
438.397.1560
arteco.inc@gmail.com

PARCE QUE VOUS ÊTES UNIQUE

Promotion spéciale Petites annonces

Pour les annonces textes de 5 lignes et moins

7 jours de parution 100 \$

ou

4 samedis consécutifs 100 \$

Pour information
Téléphone : 514 985-3322
Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

LE DEVOIR

Pour une publication section décès dans **LE DEVOIR**

Le Mémoriel
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télec.: 514 525-7999
necrologie@lememoriel.com

LE MONDE

Éprouvant retour en classe à Parkland

L'école Marjory Stoneman Douglas reprend ses activités, deux semaines après la fusillade meurtrière

LEILA MACOR
à Parkland

Deux semaines après avoir vu mourir sous les balles leurs camarades de classe, les élèves d'une école secondaire de Floride ont repris mercredi le chemin des cours, dans l'émotion et l'espoir que leur pays agira enfin contre les armes à feu.

«Je me sens tendue, mais nous sommes vraiment soutenus par tout notre entourage», confiait Emily Quijano, une adolescente de 16 ans. «L'ambiance est relativement triste parce que nous connaissons les personnes qui sont mortes. C'est triste parce qu'une telle chose n'aurait jamais dû arriver», ajoutait l'élève de Marjory Stoneman Douglas, dans la ville de Parkland.

Le 14 février, jour de la Saint-Valentin, un jeune homme qui avait été renvoyé de l'établissement a ouvert le feu dans les classes. Nikolas Cruz, 19 ans, a abattu 17 personnes et fait 16 blessés.

Un carnage qui aurait pu être pire: le fusil d'assaut semi-automatique qu'il avait acheté légalement se serait enrayé, selon des sources d'enquête citées par CBS.

«J'ai entendu dire que le président voulait armer les professeurs et je pense que ce n'est pas envisageable. Il faut se débarrasser des armes, ne plus en apporter une seule!» ajoutait Emily, alors que de nombreux policiers étaient déployés autour de l'école pour cette rentrée éprouvante.

«Je n'ai pas peur. Seulement, ça fait bizarre de revenir après tout ce qui s'est passé», déclarait de son côté Sean Cummings, du haut de ses 16 ans. «Je me dis qu'on est mieux protégés que n'importe quelle autre école, mais cela fait une drôle d'impression de revoir tout le monde sur place et tous ces policiers.»

Espoirs

Les enseignants étaient déjà venus ces derniers jours pour se préparer et, dimanche, l'école avait organisé une journée d'orientation pour permettre

aux élèves et parents de récupérer les affaires laissées dans la panique de l'évacuation.

Le drame à l'école Marjory Stoneman Douglas s'est inscrit dans une longue liste de tueries similaires dans des écoles américaines. Mais, cette fois, les élèves rescapés ont pris la tête d'un mouvement spontané exigeant un durcissement du régime d'acquisition et de détention des armes.

Ils sont parvenus à relancer un débat qui, par le passé, s'est souvent révélé stérile. Ils ont remis sous pression les entreprises et responsables liés à la National Rifle Association (NRA), le premier lobby des armes qui a soutenu dans sa campagne le président Donald Trump.

Sur le plan politique, les rescapés de Stoneman Douglas ont vu leurs espoirs initiaux d'une législation ambitieuse touchés par la dure réalité de l'inaction d'un Congrès où les élus redoutent de payer dans les urnes des mesures qui seraient dénoncées comme at-

tentatoires au droit constitutionnel d'être armé pour se défendre. Après avoir promis d'agir «fermement» sur le sujet de l'âge légal pour acheter certaines armes particulièrement létales, M. Trump a donné l'impression ces derniers jours d'éviter volontairement le sujet.

En Floride, Etat où se trouve Parkland et où la NRA exerce une forte influence, la question de l'âge légal restait d'actualité, mais l'hypothèse d'interdire les fusils d'assaut semblait vouée à l'échec. Parmi les élus républicains, le sénateur Marco Rubio a vu sa popularité fondre, selon un sondage Quinnipiac, ses électeurs lui reprochant d'être soit trop éloigné soit trop proche de la NRA.

«Ce qui me rend le plus en colère, c'est que, deux semaines après tout cela, pas un seul texte de loi n'a été adopté, ni par l'Etat ni au niveau fédéral», regretta David Hogg, un des élèves les plus en vue dans la contestation.

Agence France-Presse



Plusieurs personnes sont venues montrer leur soutien à la communauté de l'école Marjory Stoneman Douglas, mercredi.

MIKE STOCKER ASSOCIATED PRESS

Un détaillant cesse la vente de fusils d'assaut

DELPHINE TOUITOU
à Washington

L'une des plus grandes chaînes de magasins de sport des États-Unis a banni mercredi la vente de fusils d'assaut, une nouvelle prise de position marquante d'une grande entreprise dans le débat sur les armes relancé par la tuerie dans un lycée de la Floride.

Au moment où les élèves de Parkland reprenaient le chemin de l'école mercredi, Edward Stack, le p.-d.g. de Dick's Sporting Goods, annonçait en direct à la télévision, sur Twitter et dans un communiqué que son entreprise ne vendrait plus de fusils d'assaut semi-automatiques. Le patron a également révélé que sa société avait vendu en novembre 2017

une arme au jeune homme de 19 ans, Nikolas Cruz, responsable de la tuerie.

«Ce n'était ni l'arme, ni le type d'arme utilisé par le tueur. Mais cela aurait pu être le cas, a reconnu Edward Stack. Les pensées et les prières ne sauraient suffire», a-t-il ajouté, tout en exhortant à agir pour qu'une telle tragédie ne se reproduise pas.

Outre l'interdiction de ces armes légales dans plus de 40 États américains, Dick's ne vendra plus de chargeurs à grande capacité et refusera la vente d'armes aux personnes de moins de 21 ans bien que certaines législations locales l'autorisent.

Le patron de Dick's s'est efforcé de ne pas heurter les partisans des armes, disant «soute-

nir et respecter le second amendement» de la Constitution qui autorise la détention et le port d'armes. Il reconnaît également «que la vaste majorité des détenteurs d'armes du pays sont des citoyens responsables».

Pour autant, dit-il, la violence par les armes est «une épidémie» qui ôte la vie aux enfants.

Appel aux élus

L'entreprise «implore» en outre les élus de réformer la législation sur les armes et de mettre en œuvre des réglementations, à commencer par l'interdiction des armes de types fusils d'assaut semi-automatiques qui font des carnages.

Dick's n'est pas le premier distributeur à cesser de vendre des fusils d'assaut semi-auto-

matiques. Walmart a cessé de le faire en 2015, mais il avait alors invoqué, non pas des considérations politiques et sociales, mais une baisse de la demande. Mercredi soir, le détaillant a annoncé qu'il relevait l'âge de vente de toutes les armes à feu dans ses magasins à 21 ans. «Compte tenu des récents événements, nous avons revu notre politique sur les armes à feu. De ce fait, nous augmentons l'âge pour acheter des armes à feu et des munitions à 21 ans», a déclaré Walmart dans un communiqué.

Elle ne vend également pas d'armes de poing, sauf en Alaska. Son but a toujours été de servir «les sportifs et les chasseurs», rappelle-t-elle.

Agence France-Presse

SYRIE

Ni aide humanitaire ni évacuation de civils dans la Ghouta orientale

RIM HADDAD
au passage de Wafidine

Aucun civil ou convoi d'aides n'a emprunté mercredi un couloir humanitaire établi par le régime syrien et son allié russe pour les habitants de l'enclave rebelle dans la Ghouta orientale, malgré la baisse d'intensité des bombardements.

Ce couloir est prévu dans le cadre d'une trêve quotidienne de cinq heures annoncée lundi par la Russie pour permettre l'entrée de l'aide et la sortie de civils de cette enclave, cible d'une campagne aérienne du régime qui a coûté la vie à plus de 600 civils depuis le 18 février.

Les forces pro-régime et Moscou, d'un côté, et les rebelles qui contrôlent l'enclave dans la Ghouta, de l'autre, se sont à nouveau accusés de violations de la trêve, dans un pays ravagé par une guerre dévastatrice depuis près de sept ans.

Pour le second jour d'affilée depuis l'entrée en vigueur de la «pause humanitaire», aucun convoi d'aides n'est entré dans la Ghouta, tout comme aucun civil n'a emprunté le couloir établi au niveau du secteur d'Al-Wafidine, pour sortir de l'enclave rebelle proche de Damas, selon une source militaire. Près d'un checkpoint du régime aux abords du couloir, seuls des soldats sont présents. Un peu plus loin, les bus et les ambulances attendent, vides, selon une correspondante de l'AFP sur place.

Pourtant, les tirs ont baissé d'intensité mercredi et seuls des bombardements sporadiques ont été signalés pendant la journée et en soirée sur l'enclave rebelle, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Neuf civils ont péri dans le secteur alors que des dizaines mouraient quotidiennement la semaine dernière, a ajouté l'ONG.

Sans garanties

«Jusqu'à maintenant, personne n'est venu» au passage d'Al-Wafidine, a indiqué à l'AFP la source militaire, accusant les rebelles «d'empêcher ceux qui tentent de passer, soit en faisant pression sur eux, soit en tirant». «La trêve doit durer trois jours, elle pourrait être prolongée»



HAMZA AL-AJWEH AGENCE FRANCE-PRESSE

Des habitants de Douma cherchant des survivants dans des décombres, mercredi

si des civils sortent. Le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov a lui aussi accusé les rebelles de «bloquer l'évacuation de ceux qui souhaitent partir» de la Ghouta orientale.

Il s'agit «d'accusations mensongères lancées par le régime Assad et les Russes, que nous rejetons catégoriquement. Nous n'avons pas ciblé le secteur d'Al-Wafidine», a rétorqué Hamza Bayrakdar, porte-parole de Jaich al-Islam, un des groupes rebelles contrôlant l'enclave.

«Nous refusons de sortir», a affirmé à l'AFP Mohamad Abou al-Majd, un habitant de l'enclave. «Où iront les jeunes? Ils les enrôleront dans l'armée, pour combattre le peuple. Et nos habitants tueraient nos habitants.»

L'enclave dans la Ghouta orientale constitue le dernier bastion tenu par les rebelles aux portes de Damas. Soutenu par l'allié russe, le régime, qui cherche à reprendre coûte que coûte cette enclave d'où des obus sont tirés sur Damas, a lancé le 18 février une campagne aérienne d'une rare in-

tensité contre ce secteur.

Il est «difficile pour tout civil d'emprunter les couloirs en l'absence de garanties suffisantes. Les civils ont peur, faute de consensus» entre les protagonistes, a estimé la porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge en Syrie, Ingy Sedky. Elle a aussi déploré le délai très court de la trêve, qui ne permet pas d'acheminer les aides médicales.

Pourtant, une quarantaine de camions chargés d'aide humanitaire sont prêts à se rendre à Douma, la grande ville de l'enclave rebelle, a indiqué Mark Lowcock, secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires, devant le Conseil de sécurité. «Quand votre résolution sera-t-elle mise en œuvre?» a-t-il lancé, dans un grand silence. Samedi, le Conseil de sécurité a adopté une résolution réclamant une trêve «sans délai» de 30 jours dans toute la Syrie, qui n'a pas été suivie d'effet.

Agence France-Presse

Réouverture du Saint-Sépulcre de Jérusalem

Jérusalem — Pèlerins et touristes soulagés et fervents se sont pressés en rangs serrés mercredi dans le Saint-Sépulcre, rouvert après trois jours de bras de fer avec Israël pour des questions d'argent et de principe. L'église construite à Jérusalem sur les sites présumés de la crucifixion et du tombeau du Christ n'était jamais restée fermée aussi longtemps depuis plus d'un quart de siècle. Le Saint-Sépulcre reçoit en temps normal des milliers de visiteurs chaque jour. Les chefs des Eglises grecque orthodoxe, arménienne et catholique, qui partagent la garde du site, l'ont fait fermer dimanche midi pour contester le projet de la municipalité israélienne de Jérusalem d'imposer une partie de leurs biens immobiliers, et une proposition de loi attentant selon eux à leurs droits de propriété et à leur mission. Le gouvernement a fait marche arrière mardi.

Agence France-Presse

Le gouvernement autrichien se porte à la défense des fumeurs

Vienne — En dépit d'une levée de boucliers d'une ampleur inédite, la majorité droite-extrême droite au pouvoir en Autriche a présenté mercredi au Parlement son projet de loi visant à permettre de continuer à fumer dans les bars et restaurants. Mais la fronde gronde contre cette initiative, qualifiée par l'opposition d'«énorme pas en arrière en matière de politique de santé», et qui condamnerait l'Autriche à rester un des derniers pays d'Europe où il demeure possible de fumer dans les débits de boisson. Voulu par le parti d'extrême droite FPÖ, entré dans le gouvernement du jeune chancelier conservateur (ÖVP) Sebastian Kurz en décembre, le texte, qui doit être examiné dans les prochaines semaines, vise à annuler une loi d'interdiction totale du tabac dans la restauration adoptée en 2015 et devant entrer en vigueur le 1^{er} mai. Lancée début février par l'Ordre des médecins, une pétition officielle contre ce projet de loi dénombrerait mercredi plus de 420 000 signataires, soit près de 5% de la population totale du pays, la barre symbolique des 500 000 étant à portée de main, selon ses promoteurs.

Agence France-Presse

LES SPORTS

S O C C E R

L'Impact et Krolicki s'entendent pour au moins un an

L'Impact de Montréal et le milieu de terrain Ken Krolicki ont signé un contrat d'une saison qui pourrait en fait être une entente de quatre ans, puisqu'il est assorti d'une clause d'option de trois années supplémentaires. La signature saura plaire au nouvel entraîneur-chef Rémi Garde, qui avait souhaité mardi que l'équipe s'entende avec son unique choix du dernier repêchage. Âgé de 21 ans, Krolicki a été sélectionné par l'Impact avec le septième choix de la troisième ronde (53^e au total), lors du super-repêchage de la MLS le 21 janvier.

La Presse canadienne

S O C C E R

Neymar sera opéré pour une fracture du métatarse

Paris — Le club Paris Saint-Germain a indiqué que Neymar devra subir une intervention chirurgicale au Brésil afin de réparer sa fracture à un os du métatarse, l'excluant de facto pour le duel de la Ligue des Champions de la semaine prochaine contre le Real Madrid. Neymar, la vedette d'un transfert record de 222 millions d'euros (347 millions \$CAN) en provenance de Barcelone l'été dernier, s'est blessé dimanche alors que l'équipe de tête de la ligue française a vaincu Marseille 3-0.

Associated Press

T E N N I S

Rafael Nadal se retire de l'Omnium du Mexique

Acapulco — Le retour de Rafael Nadal est reporté. L'Espagnol a besoin de plus de temps pour se remettre de sa blessure à la hanche et vient d'annuler sa participation à l'Omnium du Mexique. Il devait affronter Feliciano López mercredi, mais il a ressenti de la douleur lors de sa dernière séance d'entraînement, la veille. S'il croit que c'est moins sérieux qu'en Australie, Nadal n'a pas voulu courir le risque d'aggraver son mal.

Associated Press

Une victoire signée Jonathan Drouin

L'attaquant de Sainte-Agathe obtient deux points dans une victoire de 3-1 du Canadien

MICHEL LAMARCHE

à Montréal

Jonathan Drouin a connu son sixième match d'au moins deux points cette saison et a été l'un des principaux artisans d'une victoire de 3-1 du Canadien de Montréal contre les Islanders de New York mercredi soir au Centre Bell.

Alors que le Tricolore accusait un recul d'un but en première période, Drouin a d'abord préparé le 15^e de Paul Byron au milieu de l'engagement.

Le talentueux attaquant de Sainte-Agathe a ajouté son 10^e de la saison, en deuxième période, alors que le Canadien profitait d'une supériorité numérique, grâce à un puissant tir frappé contre lequel Jaroslav Halak ne pouvait rien faire.

Nikita Scherbak, avec son deuxième de la saison, a procuré un coussin de deux buts au Canadien avant la fin de la deuxième période.

La riposte des visiteurs est venue du spectaculaire Mathew Barzal, qui a ouvert la marque tôt en première période grâce à un but de toute beauté, son 18^e de la saison.

Mais ce fut là le seul moment d'éclat du favori à la course au trophée Calder et du reste de ses coéquipiers. Après les deux premières périodes, Barzal et John Tavares n'avaient obtenu qu'un seul tir en direction d'Antti Niemi. Et ils n'en ont obtenu aucun au troisième vingt.



GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

Le travail d'Antti Niemi a aidé la formation montréalaise à disputer un cinquième match d'affilée où elle a récolté au moins un point au classement.

Le gardien du Canadien a offert une autre bonne performance. Sans devoir affronter un bombardement en règle — il a reçu 28 rondelles —, le portier finlandais a ré-

lisé plusieurs arrêts importants, surtout au moment où les Islanders détenaient leur avance d'un but ou lorsque le score était égal. Quant à Halak, qui participait à un pre-

mier match de la LNH à Montréal depuis le 5 novembre 2015, il a bloqué 23 tirs et subi une troisième défaite d'affilée contre son ancienne équipe.

Le travail de Niemi a aidé la formation montréalaise à disputer un cinquième match d'affilée où elle a récolté au moins un point au classement. Le dernier revers du Canadien en temps réglementaire remonte au 17 février dernier, à Las Vegas.

Pendant ce temps, les hommes de Doug Weight, qui se battent pour leur survie dans l'association général. Techniquement, ils sont maintenant dixième puisqu'ils comptent le même nombre de points que les Hurricanes de la Caroline, mais avec un match de plus au compteur.

Ils sont demeurés à quatre points des Blue Jackets de Columbus et du huitième rang du classement général. Techniquement, ils sont maintenant dixième puisqu'ils comptent le même nombre de points que les Hurricanes de la Caroline, mais avec un match de plus au compteur.

Ce match était le dernier du Canadien à domicile d'ici la mi-mars. Les hommes de Claude Julien entameront, vendredi soir, une séquence de six parties à l'étranger, à commencer par le deuxième duel de cette série aller-retour contre les Islanders, à Brooklyn.

Des visites à Boston, au New Jersey, à Sunrise, à Tampa et à Columbus, d'ici le 12 mars, viendront compléter ce voyage qui s'annonce éprouvant.

Dès le lendemain du match à Columbus, le Tricolore accueillera Alexander Radulov et les Stars de Dallas.

La Presse canadienne

Le chef du Comité olympique américain démissionne « pour des raisons de santé »

Washington — Le patron du Comité olympique américain, Scott Blackmun, a démissionné « pour raisons de santé » et dans le sillage de l'immense scandale de violences sexuelles qui secoue la gymnastique de haut niveau américaine, a annoncé mercredi l'organisation.

Scott Blackmun, 60 ans, était à la tête du Comité olympique américain depuis huit ans et il avait indiqué souffrir d'un cancer de la prostate.

«Étant donné l'état de santé actuel de Scott, nous sommes mutuellement tombés d'accord qu'il était dans l'intérêt supérieur de Scott et du USOC de trouver un nouveau dirigeant pour pouvoir immédiatement prendre les initiatives urgentes qui nous attendent», a déclaré le président du comité, Larry Probst.

Susanne Lyons, membre du directoire du USOC, va prendre l'intérim le temps de trouver un successeur à M. Blackmun.

La gymnastique américaine a vécu le plus grand scandale de son histoire cette année avec la condamnation de son ancien médecin sportif Larry

Nassar, reconnu coupable lors de plusieurs procès d'avoir agressé près de 160 gymnastes, célèbres ou anonymes, pendant plus de vingt ans.

Larry Nassar, 54 ans, est assuré de terminer ses jours en détention après avoir été condamné à au moins 140 ans de prison dans cette affaire.

Cette saga judiciaire, révélée par la presse, a ébranlé la gymnastique américaine, où l'ostéopathe a officié de 1994 à 2016 au sein de la Fédération (USA Gymnastics), du Comité olympique (USOC) et de l'Université d'Etat du Michigan (MSU).

Agence France-Presse

La Russie réadmise dans la famille olympique

Le CIO lève la suspension imposée à la suite de l'affaire du dopage massif des athlètes russes aux Jeux de Sochi

MARIA PANINA
THIBAUT MARCHAND

à Moscou

Le Comité international olympique (CIO) a levé la suspension du Comité olympique russe (ROC), une décision attendue après les Jeux olympiques de Pyeongchang qui n'efface cependant pas les nombreux obstacles que la Russie doit encore surmonter pour être totalement réintégrée au sport mondial.

«Le Comité olympique russe est totalement réintégré dans ses droits comme membre du CIO», a annoncé avec satisfaction le président du ROC, Alexandre Joukov, trois jours après la fin des Jeux olympiques de Pyeongchang.

Quelques minutes plus tard, le CIO confirmait la levée des sanctions par un communiqué laconique: «L'Unité "sport sans dopage" a transmis les derniers résultats des contrôles effectués sur les membres de la délégation des athlètes olympiques de Russie. Le CIO confirme que tous les résultats sont négatifs. Aussi [...] la suspension du Comité olympique russe est-elle levée avec effet immédiat.»

Décision attendue

Cette décision était attendue et aurait même pu survenir plus tôt, dès dimanche, pour permettre aux athlètes russes ayant participé aux JO d'hiver sous la bannière olympique de défiler derrière le drapeau de leur pays lors de la cérémonie de clôture des Jeux.

Mais la commission exécutive du CIO avait rejeté cette hypothèse le matin même en raison des deux contrôles positifs subis, à Pyeongchang, par des sportifs russes. Des cas jugés «extrêmement décevants» par le président du CIO Thomas Bach.

Ce dernier avait toutefois ouvert la porte à une réintégration automatique de la Russie si aucun cas de dopage

supplémentaire n'était avéré pendant les Jeux.

La décision de suspendre le ROC avait été prise le 5 décembre, conséquence du scandale de dopage institutionnalisé, notamment aux JO d'hiver 2014 de Sochi, mis au jour par l'Agence mondiale antidopage (AMA) en novembre 2016.

Le rétablissement de leur pays a été accueilli avec soulagement par les athlètes russes ayant participé aux Jeux. «L'absence du drapeau russe aux Jeux m'a mise en colère. La Russie est dans mon cœur», a ainsi déclaré la jeune Alina Zagitova, 15 ans, sacrée championne olympique de patinage artistique à Pyeongchang.

L'AMA reste à convaincre

Mais la réintégration de la Russie ne veut pas dire que le pays en a fini avec les ennuis extrasportifs. Il reste notamment à convaincre l'AMA, qui a rappelé dimanche soir que la Russie n'était toujours pas en conformité avec le règlement antidopage mondial.

«Malheureusement, nos rapports avec l'AMA sur le rétablissement de la RUSADA [l'agence russe antidopage] ne sont pas terminés. Et ça va être un processus légèrement plus compliqué que le rétablissement du ROC» par le CIO, a d'ailleurs reconnu Alexandre Joukov.

L'AMA est en effet beaucoup plus exigeante que le CIO en ce qui a trait aux scandales de dopage révélés dans le sport russe.

L'instance mondiale de la lutte antidopage avait notamment exprimé la «consternation et la frustration» de la communauté sportive après la levée de la suspension de 28 sportifs russes par le Tribunal arbitral du sport (TAS), début février, quelques jours avant le début des JO.

Agence France-Presse

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com

3706

HORIZONTALEMENT

- Favoriser.
- Se dit des plus grandes profondeurs océaniques - Improvisation vocale.
- Centre - Allégresse.
- Vérifie et arrête un compte - Vêtement.
- Fleurs - N'as pas toujours de trottoirs - Déterminant.
- Saute - Essayée.
- Unité de mesure - De l'iris - Pas un débutant.
- Il nous fatigue - Boisson inodore.
- Petits mammifères - Affronta le sphinx.
- Essayées - Ne pas reculer.
- S'oppose à l'acquis - Chien à trois têtes.
- Expulse de l'air - Langue celtique.

VERTICALEMENT

- Domination des hommes sur les femmes.
- C'est de la mémoire - Qui est intérieur à un être.

- Absolue - Étourdi.
- Du verbe aller - Attendre sans irritation.
- Obstruction de l'intestin - Stratagème.
- A eux - Action de lancer une balle - Bouclier médiéval.
- Souhaitée - Leste.
- Lichen filamenteux.
- Recueil de fables - Brique rudimentaire.
- Brut - Affaiblir énormément.
- Se moquer - Entre le bleu et le vert.
- Élément grec signifiant loin - Soumise à une chirurgie.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	G	A	L	O	P	I	N	G	H	A	S
2	L	O	U	B	A	R	C	O	U	I	C
3	O	U	T	M	A	C	H	O	I	R	E
4	U	T	I	L	E	H	A	L	L	P	
5	T	N	O	R	M	A	L	E	S	T	
6	O	U	S	T	U	R	U	B	U	R	
7	N	S	I	O	N	T	A	X	E	E	
8	U	T	O	P	I	E	P	C			
9	B	E	R	N	E	N	A	T	R	O	
10	E	L	U	R	O	C	H	E	U	S	
11	A	L	I	B	A	B	A	M	E	S	
12	T	E	E	S	I	N	C	I	E	R	E

3705

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

Météo Média

Val d'Or -1/-8
Trois-Rivières 3/-3
Gatineau 5/-2
Montréal 4/-2
Sept-Îles -2/-5
Baie-Comeau -2/-3
Saguenay -1/-5
Québec 1/3
Rimouski -3/-5
Sherbrooke 3/-1

Lever du soleil: 6h31
Coucher du soleil: 17h40

©MétéoMédia 2018

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Nua -4/-10	Nei -6/-7	Londres	Nei 1/-1	Nei 1/-1
Moncton	Nei 1/0	Nei 1/-1	Los Angeles	Var 16/12	Ave 14/10
Saint-Jean	Mel 3/2	Ave 4/0	Mexico	Sol 26/12	Ave 25/10
Toronto	Mel 3/-2	Nei 0/-4	New York	Ave 13/4	Plu 4/3
Vancouver	Ave 8/1	Mel 5/1	Paris	Nei 5/1	Plu 7/0
Winnipeg	Sol 4/-10	Var 2/-2	Tokyo	Ave 16/6	Sol 13/2

Montréal

Aujourd'hui 4

Passages nuageux.

Ce soir

-2

Ciel variable.

Demain

1/-1

Quelques flocons (pdp 40%).

Samedi

3/-1

Ciel variable.

Dimanche

3/-4

Quelques flocons (pdp 40%).

Québec

Aujourd'hui 1

Quelques flocons (pdp 40%).

Ce soir

-3

Passages nuageux.

Demain

0/-1

Ciel variable.

Samedi

3/-1

Nuageux avec éclaircies.

Dimanche

3/-4

Ciel variable.

Gatineau

Aujourd'hui 5

Généralement ensoleillé.

Ce soir

-2

Éclaircies (pdp 40%).

Demain

1/-1

Plutôt nuageux (pdp 40%).

Samedi

3/-4

Quelques flocons (pdp 40%).

Dimanche

3/-6

Passages nuageux.

Pour que le pique-nique ne tombe pas à l'eau, accédez en tout temps à la météo.

Téléchargez MétéoÉclair sur votre téléphone intelligent.

CULTURE

Pas de deux du PLQ et de la Maison pour la danse

Le parti utilise le lieu pour ses besoins, sans répondre aux demandes de financement

CATHERINE LALONDE

C’est à la Maison pour la danse de Québec, encore fort neuve, que le Parti libéral du Québec (PLQ) a tenu mercredi sa soirée d’investiture dans Taschereau. Un choix de lieu que la députée sortante du Parti québécois Agnès Maltais trouvait gênant. Car la Maison pour la danse n’arrive plus à discuter de son financement avec le ministère de la Culture et des Communications, faute de réponse à ses demandes de rencontre. Et a dû reporter deux fois son inauguration, prévue le 29 août puis le 26 octobre, à la demande du cabinet. Le ruban n’est toujours pas coupé, et la Maison est ouverte au public — et aux locations, comme celle du PLQ — depuis septembre dernier.

«Je prends la présence du PLQ en nos murs positivement», a indiqué de vive voix Steve Huot, directeur général du Groupe Danse Par-tout — promoteur de la Maison pour la danse. «Des élus et des membres du PLQ vont entrer dans l’édifice, même si c’est pour venir appuyer leur collègue plutôt qu’en répondant à nos invitations multiples. C’est un bon début. Le ministre responsable de la Capitale-Natio-nale est censé être là, peut-être qu’on va avoir

l’occasion de le croiser?»

La Maison pour la danse a sollicité dès novem-bre dernier par lettre, dont *Le Devoir* a obtenu copie, «une rencontre pour discuter des besoins financiers liés [à son] démarrage et [...] son fonctionnement des prochaines années» auprès de la ministre Marie Montpetit. «Après avoir investi plus de 1 million en contribution et en déve-loppement de projet, y lit-on, le Groupe arrive au bout de ses liquidités. Ceci compromet à court terme la base de prestation de services de la Maison [accueil, propreté, sécurité des per-sonnes, des lieux et des équipements] et consé-quemment, sa pérennité.»

Depuis son ouverture, Steve Huot estime que les studios et locaux pour la danse ont un taux d’occupation de plus de 75% approximati-vement, un objectif qu’il n’aurait jamais espéré si élevé pour une première année d’activité à Québec.

Trois studios de plus

«La Maison pour la danse est une institution importante du milieu culturel, a indiqué Ma-thieu Larouche, porte-parole de la ministre Ma-ririe Montpetit. L’organisme a rencontré la direc-trice de cabinet et la conseillère au dossier le

22 janvier dernier.» M. Larouche rappelle aussi qu’à l’annonce en 2015 de 2,5 millions pour la réalisation du projet, «l’organisme avait produit un document présentant un scénario selon le-quel les nouveaux espaces étaient viables sans aide financière supplémentaire».

«On a fait cette démonstration, admet M. Huot. Y étaient sacrifiés le ménage adéquat, la réception, les heures d’ouverture, l’accessibi-lité. Les prix de location des studios y étaient haussés, hors des moyens des danseurs. Autant de données qui ne nous permettent pas de réali-ser notre mission.» Un scénario catastrophe, se-lon lui, et qui pour cette raison n’a pas été mis en place depuis l’ouverture, «et qu’on ne nous a jamais demandé de mettre en œuvre».

Par ailleurs, les récents changements aux conseils des arts — le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), qui a fait une croix sur l’historicité, le Conseil des arts du Canada, qui double son budget — pouvaient laisser en-tendre que, comme ses organismes pairs, la Maison pour la danse serait jugée à son seul mérite, et aurait une part conséquente.

«Avant 2017, on [soit le Groupe Danse Par-tout pour la Rotonde] recevait 265 000\$ du CALQ pour le fonctionnement», chiffre le direc-

teur. «Là, on a une maison, et on a 265 000\$, plus une aide spéciale de 75 000\$ pour cette an-née seulement, même si le CALQ s’est fait très rassurant.» Le CALQ a confirmé son apport to-tal, un peu plus élevé toutefois, à 367 000\$; il était de 278 170\$ en 2016-2017. «La Ville nous a augmenté de 10%, comme tous les organismes de Québec. On est très reconnaissant envers tous nos subventionneurs. Mais ça prendrait 200 000\$ de plus au minimum pour fonctionner sans déficit.»

Quel prix pour la danse à Québec?

«Et veut-on vraiment, demande M. Huot, qu’en cette année d’ouverture, on déploie un scénario catastrophe, sans réceptionniste, sans direction technique, en laissant les dan-seurs dans des locaux sales?» Le directeur gé-néral préfère être positif, et voir la présence li-bérale en ses murs comme un bon présage et un pas dans la bonne direction. Le PLQ a as-sumé les frais de location de l’espace et des services techniques, au tarif «corporatif», soit le plus élevé de la grille des tarifs de la Maison pour la danse.

Le Devoir

Les Prix des libraires jeunesse sont remis

Les libraires de l’Association des libraires québécois (ALQ) ont dévoilé les six albums ga-gnants de leurs Prix des li-braires jeunesse. Du Québec, ce sont *L’oiseau de Colette* d’Isa-belle Arsenault (La Pastèque, 0 à 5 ans), *Mammouth Rock* d’Eveline Payette et Guillaume Perreault (La courte échelle, 6 à 11 ans) et *1^{re} avenue* d’Émilie Rivard (Espoir en canne, 12 à 17 ans). Ces lauréats rempor-tent une bourse de 3000\$ cha-cun. Hors Québec, les lauriers vont au *Bain de Berk* de Julien Béziat (Pastel, 0 à 5 ans), à *Pax et le petit soldat* de Sara Penny-packet et Jon Klassen (Galli-mard jeunesse, 6 à 11 ans) et à *Rage* d’Orianne Charpentier (Gallimard, 12 à 17 ans).

Le Devoir

Le détail de la série OSM Pop

Un concert avec les Cowboys Fringants, les 11 et 12 septem-bre 2018, est la première des af-fiches de la série OSM Pop la saison prochaine. Les deux au-tres projets, qui auront tous deux lieu en avril 2019, seront une soirée avec Michel Pagliaro et un hommage à Edith Piaf. Ce dernier, qui réunira par exem-ple Florence K, Marie-Thérèse Fortin, Martha Wainwright, Pierre Flynn et Sylvie Moreau, sera mis en scène par Yann Per-reau et présenté en partenariat avec Spectra Musique.

Le Devoir



Lire aussi • La critique du spectacle de la chanteuse **LP** au **MTELUS** sur les plateformes numériques du *Devoir*.

André Forcier : trêve de nostalgie

Québec Cinéma célèbre les 50 ans de carrière d’un cinéaste qui continue de regarder droit devant

FRANÇOIS LÉVESQUE

André Forcier est capable de se remémorer à loisir. L’un des films dont il se dit le plus fier s’intitule justement *Je me souviens*. Des anecdotes incroyables mais vraies, touchantes ou cocasses, l’homme n’en manque pas. Or, alors que l’organisme Québec Cinéma s’apprête à lui rendre hom-mage afin de marquer le coup de ses 50 ans de carrière, ex-cusez du peu, c’est avec un ci-néaste plus enclin à contem-pler l’avenir que le passé que l’on s’est entretenu. Son pro-chain film, en l’occurrence, l’emplit d’un enthousiasme contagieux.

Cette reconnaissance de Qué-bec Cinéma, il la reçoit avec un plaisir non dissimulé tout en avouant qu’il s’y attendait un brin, «demi-siècle» aidant.

«J’étais dû, crise, lâche-t-il en riant. En réalité, ça fait quoi, 51 ans, que je fais ce métier-là? J’ai commencé *Chroniques la-bradoriennes* en novembre 1966, pour le Pavillon de la jeun-esse d’Expo 1967.»

Depuis lors, André Forcier a tourné 14 longs métrages, dont *L’eau chaude*, *L’eau froide*, *Bar salon*, *Une histoire inventée* et son favori, *Le vent du Wyoming*.

Ses personnages de prédilec-tion? Des marginaux et des gens de la classe ouvrière: rê-veurs issus de familles volon-tiers excentriques.

C’est la signature Forcier. Comme il se plaît à le répéter: il n’a pas de manières, mais il a «une manière». Entre réa-lisme magique et truculence poétique, son approche est fa-rouchement originale.

Tout est possible

Cela promet d’être égale-ment le cas avec *La beauté du monde*, son prochain film. «Il y a cet acteur avec qui j’aime beaucoup travailler: Roy Du-puis [*Les États-Unis d’Albert*, *Je*



CATHERINE LEGAULT LE DEVOIR

Fort d’échos positifs, André Forcier espère des réponses favorables pour le financement de son prochain long métrage, *La beauté du monde*.

me souviens, *Coteau rouge*]. Après *Embrasse-moi comme tu m’aimes*, où il a un second rôle, je lui ai dit que je voulais lui ré-écrire un premier rôle. Le pro-jet a pris forme à partir de ce désir-là.»

On y suit un apiculteur, jadis agronome à la solde d’une mul-tinationale à la Monsanto, sur le chemin de la rédemption et de la fabrication d’un miel «di-vin». Entre ici en scène le frère Marie Victorin (revenu dans l’actualité tout récemment!) dans une intrigue pourtant campée dans le présent. Tout est possible: c’est du Forcier.

«J’ai hâte. Yves Jacques, un acteur que j’estime énormé-ment, jouera Marie Victorin qui revient sur Terre parce qu’il s’emmerde au Paradis. Il ramène avec lui des graines cosmiques qui donnent des

fleurs lumineuses.» Tout est possible... bis.

Aléas institutionnels

La beauté du monde en est à l’étape critique du finance-ment. Fort d’échos positifs, André Forcier espère des ré-pponses favorables. A cet égard, de sa longue expérience, le réalisateur tire entre autres constats la nécessité d’un meil-leur soutien aux difficultés.

«C’est très difficile: Télé-film est sous-financé. Au fédé-ral, on fait des passe-droits à Netflix, mais on néglige de-puis des années le budget de Téléfilm. Quant à la SODEC, Québec ne l’aide pas davan-tage. Le budget dédié au ci-néma rapetisse chaque année. Ça contraind les fonctionnaires qui œuvrent là à faire des choix très difficiles. Je ne crois

pas qu’il faille critiquer les ins-titutions. Il faut plutôt attaquer les gouvernements.»

En attendant, le cinéaste va de l’avant et planifie un tou-rnage cet été, question d’être fin prêt le cas échéant.

Écrire en famille

On l’écoute donner des dé-tails sur *La beauté du monde*, et on le sent animé, passionné: il veut tourner avec son monde ce film écrit en famille. Car le ci-néma, c’est un prolongement de sa maison, une extension de lui-même. C’est d’autant plus évident dans ce nouveau film.

«C’est très népotique, plais-sante le cinéaste. J’ai écrit le scénario en collaboration avec mes fils, ma femme et mon cou-sin... J’ai eu du *fun* à l’écrire, et j’espère avoir du *fun* à le tour-ner. Mon gars Renaud, il a ga-

gné une douzaine de concours de poésie sous différents pseu-donymes; il est secret. Mon aîné, François, il a un beau sens des dialogues et il m’a aussi ini-tié à l’univers punk. Il est impor-tant au sein du groupe Mise en demeure. D’ailleurs, la musique punk va avoir une place envia-ble dans le film. C’est nouveau, pour moi.»

Et d’autant plus excitant, se réjouit-il.

Toujours moderne

Mais d’ici là, il y aura ce prix Iris hommage remis lors du Gala Québec Cinéma, le 3 juin. On célébrera en cette occasion une carrière, une vision, dont la place est depuis longtemps assurée dans l’histoire du ci-néma québécois. Ce faisant, on reviendra sur un parcours par-semé d’embûches. Tel est le lot de maints cinéastes d’ici, on le sait, mais il n’empêche, le tri-but de la singularité est parfois bien lourd.

Ces honneurs, rendus pen-dant que le cinéaste est non seu-lement actif, mais au faite de quelque chose comme un deuxième âge d’or, n’en appa-raissent que plus doux.

Qui plus est en sachant qu’André Forcier voue encore au cinéma, au septième art, un respect et un amour profonds. «Je ne sais rien faire d’autre! Il y a eu des périodes de remises en question, c’est vrai... Le passage de l’argentine au nu-mérique m’a fait très peur. Comme d’autres “vieux”, j’en-trevois la fin du cinéma, pour finalement me rendre compte que tourner en numé-rique, c’est formidable aussi. Faut être ouvert.»

De conclure André Forcier: «Moi, je ne suis plus nostal-gique. Ça ne veut pas dire que je me modernise pour autant. La raison étant que j’ai tou-jours été moderne.»

Le Devoir

À LA TÉLÉ

Notre choix ce soir

RETOUR EN VOIX

Louis-Jean Cormier ouvre la deuxième saison de son émission musicale avec trois voix de la musique québécoise actuelle qui ont emprunté des voies bien différentes: Isabelle Boulay, Klô Pelgag et Marie-Mai. *Microphone, Télé-Québec, 20h*

PETIT CHIEN, GROS CHAGRIN

Le titre de cette comédie terre-neuvienne fort prometteuse fait référence au surnom de son per-sonnage principal, un boxeur déchu depuis qu’il a abandonné l’arène en plein match de champion-nat, cinq ans plus tôt, le cœur brisé. Mais il a bien l’intention de reprendre du service, non sans cer-tains obstacles de taille, parfois très drôles. *Little Dog, CBC, 21h*

LE RADEAU CUBAIN

Ce documentaire revient sur l’affaire Elián González, ce petit Cubain de 5 ans devenu or-phelin de mère après une traversée clandestine vers la Floride, qui a provoqué une crise diplo-matique entre Cuba et les États-Unis. *Docu-D. Elian, Canal D, 22h*

Amélie Gaudreau

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
ICI RC Télé	Le Téléjournal		District 31	Infoman	Tres fois / Marina Orsini		Enquête		Le Téléjournal		Sports express /23h05	Marina Orsini	
TVA	TVA nouvelles	Le Tricheur	J.E.	Face au mur / Katherine et Valérie			Survivant désigné / Lazare		TVA nouvelles	22h35 Denis Lévesque	23h35 BAD ASS (V.F.) (2012)		
TQ	Cochon dingue	100% Animal	Génial!	McSween			Dans les médias		SOS sages-femmes		La femme honorable	Génial!	
V	Souper parfait	Danser gagner	APB: Alerte d'urgence		NCIS: Los Angeles		L'amour est dans le pré		Atomes	Atomes	Guerre clans	NVL	Zone Séduction
ICI RDI	Le National	RDI économie	24/60		Les grands report		Le Téléjournal		RDI économie		Le National	24/60	
TV5	17h50 Champi..	Journal FR	Crocodile de Cuba		Iles... une fois / Les Caraïbes		Louisiane: l'Amérique créole		La vie en quatre temps / Israël		Journal/ C à dire	Journal Afrique	C à vous
D	Festival Grand Rire / Dieudonné		Michelle ou la vie sauvage		Les dossiers de la NASA		Hantise / Sortilège malaisant		Docu-D / Elian				Secrets judicia.
VIE	La belle gang		La vie avec des quintuplées		A la conquête d'une maison		Nate et Jeremiah: designers		La réno	Ouvrez, jamais	La belle gang		Recommence
MAX	Dr House / Désirs illusoires		Mémoire sous enquête		Esprits criminels / Seppuku		Younger	Amour	X-Files: Aux frontières du réel		Dr House / Désirs illusoires		Mémoire
VRAK	Med	Jouer le jeu	Sans origine: Orphan Black		Riverdale (v.f.)		Les 100 / Foi et confiance		Le mobile du crime / Sans issue		Les frères Scott		Hors d'ondes
RDS	17h00 Le 5 à 7	Hockey 360°	Hors-jeu 2.0	Oups	Images/sec.	Trajectoires / Joé Juneau	L'antichambre (D)		Sports 30		En route 2018	MagazineUEFA	Gymnastique
HISTORIA	Chasseurs	Chasseurs	Détroit / Fusées et robots		Fous bolides	Fous bolides	Fous bolides	Fous bolides	Nos ancêtres les extraterrestres		Nos ancêtres les extraterrestres		Extraterrestres
ICI ARTV	Le temps d'une paix		Info, sexe	PaparaGilles	Esprit critique		Fatale-Station		AU CLAIR DE LA LUNE (1982) avec Michel Côté, Guy L'Ecuier.		DowntonAbbey		DowntonAbbey
EXPLORA	Mississippi à l'état sauvage		Animal Fight Club (v.f.)		Nature en équilibre / Waterton		Aéropart aux rayons X		Repères	Une cité dans le ciel	Détourner		Musclé cerveau
SÉRIES+	Une femme exemplaire		Bones / 48 heures chrono		Elémentaire / Histoires de gangs		Une lutte exemplaire		Dr. Mary / Élevée par des loups		Hawaii 5-0		Les Experts
Z	Remorquage	Dans l'net	Seuls et tout nu		Robot Wars		Maripier!	Comédie	Les hors-la-loi du volant		MALEFICE (2005) Christina Ricci.		
C. SAVOIR	36.9°	DeGarde/ Idées	Un grand pas	19h50 De neut		21e Siècle	Regards / L'ONU	Dactylo	Québec monde / Planète Terre		Révolte	23h50 L'ONU	T'es pas game
EVASION	Bienvenue chez nous		Croisières de rêve		Bikinis et mer	Trip Flip	Spots de baignade secrets		Soleil tout inclus / Varadero		Plongée dans le grand bleu		Un homme
TFO	Amélie/ Je dors Top! / Top!		Flip		Motel Monstre		LA RONDE (1950) avec Simone Simon, Simone Signoret.		23h05 Citizen	23h35 Point	IDA		
Cinépop	Cinéma	18h40 LE SURVENANT (2005) avec Anick Lemay, Jean-Nicolas Verreault.					VOLONTE DE FER (2004) avec Anjelica Huston, Julia Ormond.		23h10 ENVIE (2016) Pierce Brosnan.				
SEcran	17h40 EMOJI LE FILM (2017)		19h10 MA COUSINE RACHEL (2017) Rachel Weisz.				ILS VIVENT LA NUIT (2016) avec Elle Fanning, Ben Affleck.		IL VENTAÎT DEVANT MA PORTE (2014)		Panoramas		
Planète	Vents contraires / Le grain blanc		J'ai vu changer la Terre		Churchill, maître du jeu								
MATV	CityLife		Famille menu	Des chemins	Indépendant	Ma parole!	UrbArt	Atelier en	La Scène	CityLife	Urban Nations	Montrealers	
CBC	CBCNews	On the Money	marketplace	Coronation St.	Dragons' Den		Little Dog	Little Dog	CBC News: The National		Reflections	Coronation St.	
CTV	CTV News Montreal		Grey's Anatomy		The Big Bang	Young Sheldon	Criminal Minds / Inner Beauty		How to Get Away With Murder		CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.
GBL	17h30 News	Global National	SEAL Team / Call out		Superstore	A.P. Bio	Will & Grace	A.P. Bio	S.W.A.T. / Fences		Global News	23h35 The Late Show	
ABC	News at 6	News	Local 22 News	Inside Edition	Grey's Anatomy		Scandal Partie 1 de 2		How to Get Away With Murder		News at 11	23h35 Jimmy Kimmel Live	
CBS	Channel 3 News at Six		Evening News	Ent. Tonight	The Big Bang	Young Sheldon	Mom	Life in Pieces	S.W.A.T. / Fences		Ch. 3 News	23h35 The Late Show	
NBC	6pm News	NBC News	Commitment 2018		Superstore	A.P. Bio	Will & Grace	A.P. Bio	Chicago Fire / The F Is For		NBC5 @ 11	23h35 The Tonight Show	
PBS (33)	PBS NewsHour		Tapped	Migration			Royal Wives at War		Rebecca		Amanpour	News	
PBS (57)	News	Business	PBS NewsHour		Masterpiece Classic / Downton Abbey, Series III				21h55 Masterpiece Classic		World News	Amanpour	
UNIS	Pense vite!	Jenny/ Jenny	Chez nous	Couleurs locales		Voyage	Les filles de Caleb		Les encanteurs	Vu intérieur	Goût du pays	Miss Météo	Direction: Sud
HBO	18h05 Risky Drinking		State of Play	Here and Now			Silicon Valley / Silicon Valley		Silicon Valley / Risky Drinking				Vice News
AddikTV	Suits: Les deux / Le bon soldat		Les passages de l'espoir / Eveils	Wynonna Earp / Démoniaque			Salvation: Désastre imminent		Le trône de fer / Personne		Victor Lessard / Le vrai, le faux		Flash
TVA Sports	17h30 Flavour	L'Impact	LNH Hockey / Penguins de Pittsburgh c. Bruins de Boston (D)					Dave Morissette en direct	Le TVA sports	L'Impact	Chassomaniak		Expédition
03/01	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

CULTURE

En effeuillant les marguerites



ODILE TREMBLAY

D'avantage que d'autres arts du geste et de la parole, le théâtre québécois m'a toujours semblé ouvert à pleins degrés. La solide formation classique qu'offrent les conservatoires et écoles d'art dramatique aux étudiants, barouettés ou pas par des maîtres jugés trop durs à cuire — bonjour Gilbert Sicotte! — mais aux aspirations d'excellence, doit bien y jouer un rôle.

Avec dans leurs bagages Tremblay, mais également Shakespeare, Molière, Tchekhov et bien d'autres, nos metteurs en scène, nourris de chefs-d'œuvre, lancent souvent plus tard leur ligne au loin à travers le temps et l'espace. Puis nos avant-gardes numériques les aident à propulser leurs univers sur une piste éclatée.

Je me souviens (qui pourrait l'oublier?) du spectacle avec masques lumineux *Les aveugles* de Denis Marleau et Stéphanie Jasmin en 2002, d'après un texte hanté du Belge Maurice Maeterlinck écrit en 1890. Ce fruit exquis du mariage de la poésie et des nouvelles technologies par la compagnie Ubu, tissé de mystère sur voix et bruits d'hypnose, avait fait le tour du monde (créant la sensation au Festival d'Avignon).

A Montréal, par petits groupes, on courait admirer dans le noir la fantasmagorie insolite au Musée d'art contemporain (qui la rediffusa en 2012), avec visages projetés en amont sur des moules à forme de tête humaine offrant l'illusion de la vie. Ceux de Céline Bonnier et de Paul Savoie incarnaient douze aveugles égarés dans une forêt sans guide.

J'ai retrouvé avec joie leur écho technologique (sur une mécanique plus sophistiquée) dans *Marguerite(s)* du même duo, pièce de Stéphanie Jasmin mise en scène de concert avec Denis Marleau, toujours sous le label d'Ubu.

Une fois de plus, le visage de Céline Bonnier s'y projette sur des masques de plâtre (en alternance avec Evelynne Rompré) à travers des identités diverses, ici déclinées en plusieurs coiffes. Et que représentent ces Marguerite(s)-là sinon la parole de toutes les femmes, du Moyen Âge à aujourd'hui?

L'œuvre sur fond blanc, qui assurait jeudi dernier l'ouverture du théâtre Espace Go après neuf mois de travaux de réfection, en piste jusqu'au 17 mars, embrasse la modernité et l'intemporalité. Jeu d'équilibristes.

Les Marguerite(s) représente à mes yeux l'aspect le plus original de la griffe québécoise sur scène: cet alliage de la mémoire créatrice et des explorations numériques, quand le doigt de la grâce daigne les toucher.

Une sorcière comme les autres

Ainsi dans cette merveilleuse pièce en hommage à une poétesse mystique du XIV^e siècle, Marguerite Porete, habitante du Hainaut entre France et Flandre, brûlée vive avec son livre en autodafé pour avoir écrit l'admirable *Miroir des âmes saintes et anéanties*. Vestale marginale et indépendante, autant dire suspecte, la dame déployait sa quête d'absolu hors des dogmes du catholicisme, dans une spiritualité libre et embrasée.

«Elles ont un fondement solide et un édifice élevé, qui les tient en repos de toutes choses», écrivait-elle à propos des créatures libérées de leurs entraves psychiques. Sa plume a parfois des accents de Lao Tseu.

En cet instant précis de l'histoire où la féminité revendique sa force et sa charge, cette voix de femme quasi oubliée, condamnée au bûcher comme hérétique — «Une sorcière comme les autres» — chanterait Anne Sylvestre —, retentit comme le bruit sourd d'une rivière prenant sa source au fond des âges.

Elle avait osé penser par elle-même, osé écrire, Marguerite Porete. Les flammes l'attendaient comme Jeanne d'Arc, coupable d'avoir trahi son sexe en endossant l'armure.

Dans cette pièce en trois actes, la danseuse et chorégraphe Louise Lecavalier incarne de tout son corps la poétesse silencieuse au cours du procès. Loin des mouvements acrobatiques qui ont fait sa renommée avec La La La Human Steps, sa danse de pas glissés sur éclairs de révolte, de doute, d'envol et d'abandon exalté m'a éblouie.

Ici, plusieurs Marguerite défilent en témoins touchés d'une façon ou d'une autre par l'auteur mystique devenue cendres au vent. C'est la portée de la création qui se joue sur les masques reflétant les traits de Céline Bonnier.

Entre la politicienne Marguerite de Constantinople et la mystique Catherine d'Oingt dans leur Moyen Âge, la somptueuse et pourtant dévote Marguerite d'York au XV^e siècle, la femme de lettres Marguerite de Navarre cinquante ans plus tard, comme, près de nous, la romancière et cinéaste passionnée Marguerite Duras, ce fil court sans se rompre en liant cet étrange bouquet là.

La jeune femme jouée par Sophie Desmarais, avec en main ce *Miroir des âmes simples et anéanties*, découvert par hasard, n'en revient pas d'entendre résonner en elle les mots incandescents de Marguerite Porete, si loin, si proche pourtant.

Miracle de la transmission qui fait parfois jaillir les eaux dormantes, hier, aujourd'hui, sans crier gare, ce spectacle, qui m'a tant inspirée, chevauchait l'avenir aussi. On souhaite longue vie à l'Espace Go.



CATHERINE LEGAULT LE DEVOIR

À la différence de sa sœur Ariane, Jacques-Olivier Moffatt s'exprime en anglais à travers *The Digg*.

MONTRÉAL EN LUMIÈRE

La manière « pop-hip » de Mackjoffatt, un sport la nuit

Le temps de la scène est venu pour le projet solo de Jacques-Olivier Moffatt, frère d'Ariane, prof d'éduc' et animal de musique

SYLVAIN CORMIER

D'ordinaire, j'aurais relayé *The Digg*, le premier album de Mackjoffatt, au collègue le plus en phase avec le hip-hop. Je ne saurais pas distinguer Snoop Dogg de 50 Cent, même si l'on m'offrait beaucoup de cinquante sous pour faire semblant de savoir. Je ne suis pas hip. Pas trop hop non plus. Hip, hop et moi, ça fait trois. En clair: j'y pige que dalle. Alors pourquoi me suis-je entiché de Mackjoffatt et de sa sorte de hip-hop dès les premières mesures de *Miles Away*, le titre d'ouverture de son album autoproduit? La curiosité d'entendre la musique du frère d'Ariane Moffatt justifiait l'intérêt, pas l'engouement. Six mois plus tard, alors qu'il va monter sur la scène du Lion d'Or, je pose la question à Jacques-Olivier Moffatt. Pourquoi je vous aime, ton album et toi?

Rire de Mackjoffatt. «J'ai vraiment essayé de sortir le plus possible des clichés du genre. Je ne me considère pas comme un rappeur, je n'ai pas l'attitude, le mode de vie. J'ai aimé ce style de musique d'abord pour le *flow* des mots. J'ai grandi en faisant du sport, j'ai été *coach*, je me suis beaucoup impliqué dans le basket, et le hip-hop était souvent présent. Mais ça n'a pas fait de moi un hip-hoppeur pur et dur...» Son emploi, le jour, c'est professeur d'éducation physique au cégep. Il n'y a pas de hasard. «J'appelle ce que je fais du pop-hip. C'est vraiment plus axé sur la musicalité, les mélodies, l'échafaudage de structures plus pop. C'est joué avec de vrais musiciens, il y a peu d'échantillonnage. Je m'inspire beaucoup de *bands* comme The Roots: ils font du r'n'b, du soul, avec du hip-hop.»

Une fois lancé, le flot de paroles de Mackjoffatt est continu: «Quand j'allais voir des *shows* d'artistes hip-hop, j'étais tout le temps déçu. Je me retrouvais devant une scène où il y avait deux, trois, quatre, cinq, six gars avec des casquettes, qui rapaient et qu'on n'entendait presque pas. Et un DJ en arrière. Il manquait pour moi la sensation de la musique jouée sur place, il manquait des ambiances, des variations. Dans ma tête, Snoop Dogg et Pink Floyd, ça ne s'exclut pas mutuellement. Au contraire, ça me nourrit. Je proviens de Jean Leloup, tout autant. Et j'ai joué dans un *band*...» Le groupe en question: Mozaïq, pendant dix ans, une grande parenthèse reggae, ska. Jacques-Olivier y chantait, écrivait les textes. «C'était une aventure de *chums* d'adolescence, ça a forcément mené à une fin. Tu deviens adulte. J'ai eu deux enfants, être professeur procurait — et procure encore — une honnête vie à ma famille, mais assez rapidement, la musique m'a manqué.»

La famille du *groove*

Ça manquait d'autant qu'Ariane, elle, en faisait plus que jamais, tout en fondant sa propre famille. «Je pense qu'on est venus au monde avec du *groove*», rit Jacques-Olivier. «C'est dans notre ADN. La poussée de ma sœur a été essentielle pour que je fasse finalement mon album. Elle chante avec moi, crée des mélodies autour de mon *flow*, on a coécrit *Sally-Rudy*, elle joue des claviers: oui, c'est mon album, mais c'est aussi une affaire de famille.» A la différence d'Ariane, frerot s'exprime en anglais à travers *The Digg*. «Ça coulait plus naturellement pour moi, les mots sont venus tout seuls, je n'avais qu'à suivre le débit du *flow*. Mais j'ai très envie d'essayer ça en français pour le prochain. J'aime

les phonèmes du hip-hop en anglais, mais le défi du *groove* en français est passionnant. J'enseigne dans un cégep francophone, je suis fier de ma langue. L'anglais, c'est une étape. Le pari suivant, c'est d'arriver au même *flow* en français. Je planche là-dessus en ce moment.»

Ce premier album existe parce qu'il y a eu financement participatif. La liste des souscripteurs est fournie. «Ce disque vit en partie grâce à vous!», écrit Mackjoffatt. «Ça ne donne pas le goût d'arrêter, disons...» Grand éclat de rire (ça aussi, c'est de famille). «Je suis exactement là où je veux être. Prêt pour la suite, et surtout, prêt pour jouer en spectacle. Jouer pour vrai. Dans le groupe de musiciens qui sera au Lion d'Or avec moi, il y en a qui ont des emplois de jour, et d'autres qui vivent de leur musique: je trouve ça cohérent et parfait. Il y a autant de désir que de solidité.»

Difficile de ne pas vouloir plonger dans ces ambiances pour noctambules de ville, la dégaîne souple de *Miles Away*, la sensualité trouble de *Mercedes*, la lévitante et arabisante *Triple Wi-Fi*. On peut marcher longtemps dans les rues et ruelles avec ça dans les oreilles. Et même courir. C'est bon pour s'entraîner. «Oui, acquiesce-t-il en riant encore. Je pense que c'est le prolongement naturel de mon cours de "gestion du stress par l'activité physique". Ce n'est pas du sport extrême, cette musique, mais ça induit le mouvement.»

Le Devoir

MACKJOFFATT

En spectacle au Lion d'Or ce 1^{er} mars à 20h, en programme double avec *Les Guerres d'amour*.

TÉLÉVISION

Stéphane Rousseau se fera gentil mais edgy à V

MANON DUMAIS

Dans le milieu artistique, Stéphane Rousseau a la réputation d'être un gentil garçon. Pour remplacer le turbulent Éric Salvail, disparu de la circulation à la suite du dévoilement de ses inconduites sexuelles, la chaîne V ne pouvait rêver mieux comme aspirant roi de ses fins de soirée.

«On cherchait quelqu'un de rassembleur», a révélé Brigitte Vincent, vice-présidente du contenu du Groupe V Média, mardi matin en conférence de presse. «On voulait aussi récupérer la case de 22h. On croit que Stéphane Rousseau sera un bon ambassadeur de V.»

«C'est le retour de la gentillesse», résume Michel St-Cyr, producteur exécutif du *Show à Rousseau*. Avec Ellen DeGeneres et Jimmy Fallon, la gentillesse est la principale inspiration de ce talk-show à l'américaine construit autour de Stéphane.»

«Ce n'est pas la gentillesse de Sonia Benzeza, c'est une gentillesse plus acide. Je pense qu'on peut être gentil et *edgy* en même temps. Je suis un peu fou et je n'ai pas beaucoup de censure non plus. Je ne veux pas être déplacé, mais si quelqu'un me cherche, il va me trouver!» assure Stéphane Rousseau.

Aux côtés de sa complice Sonia Cordeau (*Les Appendices, Like moi!*), l'humoriste aura non seulement le plaisir de s'entretenir avec des vedettes de catégorie A (Marc Labrèche, Guy A. Lepage et Anne Dorval sont parmi les invités



SOURCE V

L'humoriste succède à Éric Salvail dans la case quotidienne de 22h à V.

de la première semaine), il pourra aussi chanter, danser et faire des sketchs.

«Avec Sonia, on va essayer de se faire rire mutuellement», promet Rousseau, qui admire sa comparse pour sa plume et pour son humour absurde. Sa place est déjà définie, mais elle se définira davantage dans les prochaines semaines.» Et pas question de remplacer Sonia Cordeau lorsqu'elle devra s'absenter pour cause de tournée au cours de la saison qui se terminera le 24 mai: «Elle me manque déjà!» s'exclame l'animateur.

Pour assurer le volet musical, on a fait appel à La Famille Ouellette, «des millénariaux qui s'habillent en licorne le week-end», comme les décrit Stéphane Rousseau, qui tenait à ce que ce talk-show, campé dans un décor *shabby chic*, soit enregistré devant un public.

L'animateur avait aussi comme désir de recevoir des animaux sur le plateau: «J'ai un souvenir nostalgique de Johnny Carson. J'aimais son rire, son bronzage, ses *suits* et le look de l'époque. Il avait beaucoup de *fun* avec ses invités. Si j'ai eu envie d'avoir des animaux sur le *show*, c'est que Carson en avait eu au *Tonight Show*. Ça m'a toujours amusé, ce côté *awkward*; en plus, le public apprend et quand tu as une invitée fabuleuse comme Julie Hébert du zoo de Granby, qui sait raconter une histoire, c'est le *fun*.»

S'il ne craint pas de sortir de sa zone de confort en présence de certaines bêtes, Stéphane Rousseau n'a certes pas l'intention de brasser la cage de ses invités. «C'est important d'être bienveillant. Je n'ai pas envie de mettre les gens en boîte; j'ai envie qu'ils se sentent bien avec moi et qu'ils aient envie de participer», conclut l'animateur, qui souhaite des conversations amicales sans malaises.

Le Devoir

LE SHOW DE ROUSSEAU

V, du lundi au jeudi, 22h